

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RI N°217 - NOVEMBRE 1992
6 FF - 40 FB - 2 FS - 1 \$ Can.

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LUTTES MASSIVES EN ITALIE

DE LA BASE AU SOMMET, LES SYNDICATS SABOTENT LA RIPOSTE OUVRIERE

■ Depuis plus d'un mois, la colère des ouvriers explose aux quatre coins de l'Italie face aux mesures draconiennes d'austérité que le gouvernement Amato vient encore d'asséner contre toutes leurs conditions de vie (voir notre article ci-dessous). Dès la fin du mois de septembre, ce sont des centaines de milliers de prolétaires qui sont descendus dans la rue. En dix jours, entre le 25 septembre et le 8 octobre, plus d'un million de travailleurs se sont rassemblés dans des manifestations massives, "les plus importantes depuis vingt ans", comme le reconnaît Bruno Trentin, secrétaire de la CGIL, principal syndicat italien : 100 000 personnes à Milan, 50 000 à Bologne, 40 000 à Gênes, 80 000 à Naples, 60 000 à Turin. Ces manifestations massives se sont presque toutes terminées par des affrontements violents non seulement avec la police, mais aussi avec le service d'ordre des syndicats (comme celle du 2 octobre à Rome). Ce sont toutes les régions industrielles, tous les secteurs, qui sont touchés par des grèves, des assemblées générales, des meetings. Cette formidable riposte du prolétariat en Italie vient aujourd'hui non seulement apporter un démenti cinglant aux discours triomphalistes de la bourgeoisie sur la "fin de la lutte de classe", mais elle constitue encore un encouragement et un exemple à suivre pour la classe ouvrière de tous les pays. Car les attaques que subissent aujourd'hui les ouvriers en Italie ne sont qu'un avant-goût de celles qui attendent l'ensemble du prolétariat des pays d'Europe occidentale.

Ce sont toutes ces attaques massives et frontales contre l'ensemble de la classe ou-

vière qui ont mis le feu aux poudres dès l'annonce du plan Amato. Mais la colère légitime des ouvriers ne s'est pas seulement dirigée contre le gouvernement. Ce qui a encore et surtout renforcé leur combativité, c'est le fait que tous les syndicats, CGIL, CISL et UIL, ont soutenu la politique d'austérité d'Amato : "Les mesures décidées sont injustes, mais, dans cette situation grave, nous voulons montrer que nous avons le sens des responsabilités", disait Trentin.

Partout, la lutte se développe contre les syndicats

C'est cette colère dirigée contre les syndicats qui a donné au mouvement, dès son début, un caractère particulièrement explosif : dans toutes les manifestations organisées par ces derniers, les dirigeants syndicaux sont conspués, traités de vendus ; leurs discours sont interrompus par des sifflets, des insultes, des jets de tomates, d'œufs pourris ou de boulons..., à tel point que les flics sont appelés en renfort dans les meetings pour protéger les syndicats contre la colère ouvrière en fournissant à leurs porte-parole des boucliers en plexiglas ! Ainsi, comme le reconnaît la presse bourgeoise, le 24 septembre, "ce qui devait être une journée contre le gouvernement est devenue une journée contre les syndicats" ("Corriere della Sera", 24/9).

Dès l'annonce du plan Amato, le 18 septembre, dans toute l'Italie, la classe ouvrière réagit immédiatement en entrant en grève et en descendant spontanément dans la rue.

Ainsi, dans la zone industrielle de Milan, les

ouvriers de Maserati et d'autres usines proches arrivent en cortège à la gare de Lambrate, entraînent dans la lutte les chemins et bloquent les quais pendant plusieurs heures. Les ouvriers de Breda, de Marelli et d'Ansaldo organisent des blocages de rues (notamment celle qui lie Milan à Sesto San Giovanni, passant juste sous les fenêtres de la fédération régionale CGIL-CISL-UIL, qui, sous la poussée de la colère ouvrière, proclame la grève générale dans toute la Lombardie). D'autres blocages de rues sont organisés également par les ouvriers de Falk, Alfa Romeo, Sit-Siemens. Au même moment, dans le centre de Milan, une centaine d'ouvriers dévastent un siège syndical.

A Naples, les chômeurs descendent immédiatement dans la rue. Plusieurs dizaines d'ouvriers de l'usine Pomigliano d'Arco, lors d'un meeting de la FIOM (fédération syndicale des métallurgistes) envahissent la salle et attaquent le présidium composé de membres du PDS (ex-PC reconverti en Parti Démocrate de la Gauche), de Rifondazione Comunista et de la CGIL. Il faudra une intervention musclée du service d'ordre pour ramener l'ordre et, le soir même, les trois confédérations syndicales appellent à une grève générale par région pour le 24 septembre.

Mais c'est à Gênes que la lutte est la plus exemplaire. En effet, le 21 septembre, trois jours avant la grève régionale appelée par les syndicats, 4000 ouvriers partent spontanément en grève. Les ouvriers des transports municipaux AMT tiennent, au cours de la nuit, une assemblée générale et décident à 6 heures du matin de rejoindre les travail-

leurs de la voirie. Ils tiennent une nouvelle assemblée générale commune au cours de laquelle la grève est décidée. Les ouvriers de la poste sont également entraînés dans le même mouvement. Un premier cortège se forme et se dirige vers le centre de la ville. Les ouvriers de l'usine de peinture Boero, de l'entreprise Rizzo et des lignes d'autobus périphériques viennent se joindre à la manifestation. Aux abords de la préfecture, le cortège rejoint une manifestation de marins et d'employés du ministère de la Justice. Les syndicats, surpris, font mine d'apporter leur "appui" au mouvement. En réalité, ce prétendu soutien à la lutte leur a servi à briser ce début d'unité entre les ouvriers de différents secteurs : ils organisent une assemblée générale qui dure toute une journée au terme de laquelle ils ont réussi à convaincre les ouvriers de limiter leur grève à vingt-quatre heures et à... participer à la fameuse grève régionale.

D'autres mouvements spontanés du même type éclatent également à Florence, Venise, Ancône, dans le Piémont (à l'usine Olivetti d'Ivrea), etc.

Ainsi, cette colère contre les syndicats ne s'est pas seulement manifestée par des actions violentes, spectaculaires et "radicales" que la bourgeoisie n'a d'ailleurs pas manqué d'exploiter pour assimiler la lutte à une émeute ou encore à des actes de terrorisme. La vraie violence de classe, la vraie force des ouvriers qui s'est exprimée dans le mouvement, celle que les médias se gardent bien

(SUITE PAGE 3)

PLANS D'AUSTERITE EN EUROPE

REFUSONS LA MISERE CAPITALISTE !

■ La récession économique est là et bien là, et elle frappe le capitalisme en plein cœur, dans ses bastions les plus forts. Si, aujourd'hui, il y a encore quelques bourgeois yankees, japonais ou européens - c'est-à-dire quelques menteurs invétérés - qui osent nier ou minimiser cette réalité (il faut bien reconnaître qu'ils sont de moins en moins nombreux), pour l'immense majorité de la classe ouvrière des pays dits riches, il n'y a plus aucun doute. La récession, elle la vit quotidiennement dans sa chair, et les gouvernements de la classe dominante la lui font subir chaque jour plus durement que la veille.

Mais depuis quelques semaines, la classe des exploités, sans aucune retenue, est en train de lui porter des coups d'une violence inouïe, comme on a pu le voir en Europe et en particulier en Italie, en Espagne, en Suède ou en Grande-Bretagne.

Des plans d'austérité inouïs dans l'Europe "riche"

Si, depuis un mois et demi, les ouvriers transalpins sont mobilisés massivement et expriment quotidiennement, à travers tout le pays, leur combativité et leur colère, c'est parce que la coupe est pleine. C'est parce que

le plan d'austérité que vient de leur asséner le gouvernement du "socialiste" Amato est insupportable, inacceptable, intolérable. Qu'on en juge !

Aujourd'hui, parce que la bourgeoisie italienne est plus que jamais contrainte de chercher à "assainir" son économie (l'Etat, par exemple, pour sa propre dette, doit rembourser chaque jour 400 milliards de lires), c'est la classe ouvrière qu'elle fait payer une fois de plus. Et parmi l'avalanche des mesures anti-ouvrières impitoyables qu'elle vient d'abattre, nous ne relèverons que quelques-unes, les plus significatives :

- l'âge de la retraite passe de 60 à 65 ans pour les hommes et de 55 à 60 ans pour les femmes. Ainsi, les ouvriers vont être, encore plus qu'hier, exploités et usés jusqu'à la corde avant de crever misérablement ;

- la "fin de la gratuité" de la plupart des médicaments pour la majorité des ménages. Ce doux euphémisme qu'utilisent hypocritement les commentateurs bourgeois signifie en clair que les médicaments ne seront plus remboursés du tout et qu'il va y avoir encore moins de possibilités de se soigner dans les familles ouvrières ;

- le "gel" des salaires des fonctionnaires, qui, correspond en fait à une baisse dramatique

de leurs revenus. L'Etat bourgeois donne ainsi l'exemple en frappant violemment les millions de travailleurs qu'il emploie ;

- derrière le blocage annoncé des dépenses budgétaires, les prolétaires savent que se profilent des réductions des budgets sociaux notamment, des fermetures d'entreprises avec les milliers de licenciements qui les accompagnent, et de façon certaine des atteintes terribles à leurs conditions d'existence.

Et ces mesures ne font elles-mêmes rien d'autre qu'annoncer de nouvelles attaques dans les mois à venir, puisque le gouvernement prévoit déjà d'éponger encore sur le dos des ouvriers 50 000 milliards de lires du déficit de l'Etat à travers, en particulier, des taxes supplémentaires sur le gaz, l'électricité, les logements, auxquelles viendront s'ajouter de coupes aggravées dans les dépenses sociales.

Toutes ces attaques frontales et massives que subissent depuis la rentrée les ouvriers font suite, en plus, au fameux "accord historique" que le gouvernement Amato et les grandes centrales syndicales avaient signé en juillet pour supprimer l'échelle mobile des salaires.

L'exemple de la situation de la classe ouvrière en Italie est loin d'être unique. En

juillet dernier, un autre "socialiste", Felipe Gonzalez, en faisait tout autant avec les ouvriers en Espagne. Avec son fameux "plan de convergence", il leur imposait à tous une augmentation insupportable des impôts sur le revenu (que l'Etat retient à la source), et cela de façon rétroactive sur l'ensemble de l'année 1992, sans oublier celle de la TVA, qui est

(SUITE PAGE 5)

SOMMAIRE

LUTTE DE CLASSE

- Grande-Bretagne : les manœuvres de la bourgeoisie 2
- Les médias manipulent l'information 2
- Les trotskistes soutiennent le sabotage syndical 3

CRISE ECONOMIQUE

- La surproduction, maladie congénitale du capitalisme 4
- GATT : la guerre commerciale se déchaîne 4

ATTAKES ANTOUVRIERES

- Budget Bérégovoy : le PS prépare les attaques de demain 5

SITUATION INTERNATIONALE

- la Turquie, nouvel enjeu des tensions impérialistes 6
- Somalie : l'imposture "humanitaire" 6
- Brésil : destitution de Collor 6
- Catastrophes du Caire et d'Amsterdam 6

COMMENT LES MEDIAS MANIPULENT L'INFORMATION SUR LES LUTTES OUVRIERES

■ Depuis la mi-septembre, des grèves et des manifestations massives de dizaines de milliers d'ouvriers secouent toute l'Italie. Mais de tout cela, les médias n'ont rapporté que quelques images furtives, un ou deux articles noyés dans un flot d'événements dits de première importance. Pourtant c'est bien cette mobilisation massive exprimant le ras-le-bol généralisé contre l'austérité, qui constitue un événement d'importance, un point de référence pour tous les ouvriers.

Au printemps dernier, ces mêmes médias nous avaient abreuvés durant plusieurs semaines des luttes menées par les syndicats en Allemagne, et qu'ils nous présentaient comme de grandes luttes exemplaires. Pourquoi ces deux événements, dans lesquels la classe ouvrière s'est trouvée impliquée aussi massivement, ont connu un traitement si différent de la part des médias bourgeois ?

Tout le monde a encore en mémoire l'énorme publicité faite, non seulement en Allemagne, mais à travers toute l'Europe, à propos de ce qui n'était, en fait, qu'une vaste manœuvre orchestrée par le gouvernement et les syndicats : images d'un gouvernement et d'un patronat allemands campés dans une attitude de fermeté tandis que les syndicats, IG Metall en tête, poussaient à la surenchère radicale, montrant un prétendu souci de défendre l'intérêt des travailleurs jusqu'au bout (voir article dans "RI" n° 211 avril 1992).

Ceux-ci ont véritablement programmé d'avance une terrible défaite pour la classe

ouvrière en lançant, deux mois avant l'ouverture des négociations salariales, une série de grèves, secteur après secteur. Cette défaite s'est immédiatement vérifiée par les pertes matérielles qu'ont dû subir les ouvriers (salaires puis augmentation des impôts, des taxes...) mais surtout par la démoralisation et la confusion politique engendrées par une telle manipulation. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si aussi bien le gouvernement et le patronat que les syndicats revendiquaient tous une victoire. Ce n'est pas un hasard non plus si cette lutte était présentée à travers tous les pays européens comme "un exemple". Car pour tout ouvrier européen attentif à cet événement, tout ce que pouvait lui inspirer les images rapportées, c'est le dégoût du combat. La leçon que répandaient alors les médias et qu'on imposait à chaque ouvrier c'est que lutter ne peut conduire qu'à la défaite, que les travailleurs sont impuissants à s'affronter au capital. Ce que toute la bourgeoisie européenne voulait faire croire à tous ses exploités, c'est que négocier point par point est possible (les syndicats sont là pour cela), mais se cramponner à un refus des attaques et pour cela, engager le combat, c'est inutile.

Le mouvement qui ébranle l'Italie depuis plus d'un mois, quelle que soit son issue, fournit la preuve qu'au contraire il est nécessaire et possible d'engager le combat tous ensemble. Ici les ouvriers affichent quotidiennement et massivement leur refus de consentir aux sacrifices qu'on veut leur imposer. Ils refusent de faire confiance aux syndicats et le manifestent parfois violemment.

La colère ouvrière explose contre les syndicats en Italie

Ces images de dizaines de milliers d'ouvriers huant les syndicats dans les manifestations en Italie, la bourgeoisie s'est bien gardée de les étaler sur les chaînes de télévision ou dans sa presse officielle.



Pour l'ensemble de la classe ouvrière en Europe, la lutte engagée par les ouvriers en Italie est un encouragement. Elle constitue un antidote à toute la campagne menée auparavant. La bourgeoisie le sait et le redoute.

Voilà pourquoi rien ne doit filtrer. Parce qu'en Europe tous les ouvriers sont soumis aux mêmes attaques massives, tous sont interpellés par la lutte menée en Italie, et for-

cement, tous risquent de s'intéresser, de se reconnaître et de reprendre le flambeau de cette explosion de colère. Alors, pour le coup, les différentes bourgeoisies nationales "oublient" leur projet officiel d'Europe unie, de suppression des frontières, et celles-ci remplissent efficacement leur rôle de barrage étanche contre la menace de remise en question de l'ordre social.

MO

GRANDE-BRETAGNE

Derrière l'attaque contre les mineurs, UNE OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

■ Si l'on en croit les manchettes de la presse bourgeoise, en cette fin du mois d'octobre où nous écrivons, la Grande-Bretagne est "en état de choc", "au bord d'une crise majeure". Il est vrai, en effet, que le pays connaît une certaine ébullition au niveau de ses sphères tant économique que politique et sociale. Et le responsable de toute cette agitation est partout montré du doigt ; celui qui a mis le feu aux poudres, c'est John Major, le chef du gouvernement.

Effectivement, en prenant la décision de "restructurer" tout le secteur britannique des mines et en annonçant la fermeture définitive des deux tiers des puits du pays (ce qui impliquera, en cinq mois, le licenciement de 31 000 ouvriers sans parler de la perte de 60 000 emplois "induits" dans d'autres secteurs), le locataire du 10 Downing Street a allumé une mèche.

Derrière l'attaque frontale contre les mineurs...

Dès cette annonce, en déclarant : "Le prix à payer est lourd, mais nous préparons la voie pour une industrie du charbon beaucoup plus robuste pour les années 90 et au-delà", le PDG de British Coal a eu beau essayer de justifier sa décision, il était clair que le gouvernement britannique venait de porter une attaque frontale d'une ampleur rarement égalée contre une masse considérable d'ouvriers, une attaque qui est un véritable coup de grâce pour tout un secteur du prolétariat.

De plus de 500 000 qu'ils étaient au lendemain de la seconde guerre mondiale, les mineurs ont connu un nombre incalculable de dégraissages et autres plans de "restructuration" qui ont divisé leurs effectifs par dix. Leur fameuse "lutte" de 1984-85, dans laquelle ils s'étaient fait manipuler et balader pendant près d'un an par le syndicat de Scargill, avait été déclenchée à la suite d'un énième plan (celui-ci concocté par Thatcher) qui jetait plusieurs milliers d'entre eux à la rue. De 1985 à aujourd'hui, plusieurs autres dizaines de milliers de mineurs ont connu le même sort. Avec le plan actuel, manifestement, la bourgeoisie cherche à régler une fois pour toutes le problème, à se débarrasser d'un secteur économique archaïque qui pèse lourdement sur le capital national. Quelles que soient les péripéties présentes, pour la classe dominante, ce secteur de la classe ouvrière est condamné à mort à plus ou moins brève échéance, sans parler de régions entières (en Angleterre, en Ecosse et au Pays de Galles) qui vont se désertifier.

Face à la décision de Major et à ses perspectives, de partout s'élève aujourd'hui une forte "opposition", voire une contestation généralisée. A en croire l'agitation qui secoue le pays, ces dernières semaines, à écouter les

grandes déclarations des politiciens bourgeois de tous bords, des syndicalistes et autres hommes d'Eglise, la fronde contre Major touche toutes les couches de la population. Le "peuple" britannique est derrière les mineurs ! Quelle bande d'hypocrites et de crapules que tous ces bourgeois qui crient maintenant au scandale ! Comment croire tous ces syndicalistes (et en particulier Scargill) qui appellent à la "résistance" quand on sait qu'ils sont les principaux responsables des défaites des luttes précédentes, quand on n'ignore pas que, grâce à eux, tous les plans de licenciements sont passés pendant des dizaines d'années ? Quel crédit accorder à ces politiciens de gauche qui condamnent la "politique antisociale" de Major alors qu'ils n'ont cessé de faire de même quand ils étaient, eux, au gouvernement ? Quelle confiance témoigner aux politiciens du parti conservateur (notamment la célèbre Maggie) qui contestent violemment les décisions de leur cher John, qui vont même jusqu'à réclamer sa tête, alors qu'ils se sont toujours montrés impitoyables envers la classe ouvrière et spécialement les mineurs ?

En fait, fondamentalement, tous ces salauds sont complices de l'attaque qui est portée aujourd'hui. C'est une manœuvre, montée de toutes pièces, contre les mineurs d'abord et l'ensemble de la classe ouvrière par ricochet que la bourgeoisie met en chantier en ce moment. Manœuvre où chacun tient son rôle pour dévoyer la colère des ouvriers, pour les mener dans une impasse, sur un terrain qui n'est pas le leur, pour les pousser à une défaite démoralisante.

Ainsi, vis-à-vis des mineurs mêmes, les moyens les plus ignobles et les plus perfides sont utilisés. C'est d'abord le bâton que le gouvernement a brandi, au début, contre les mineurs, menaçant ceux qui feraient grève de leur supprimer toutes les "aides" prévues dans le "plan d'accompagnement" des licenciements. Mais ensuite, c'est surtout la "résistance" dans laquelle la bourgeoisie a embarqué les ouvriers, tant au niveau de sa nature que de son organisation, à ce qu'il paraît. Tous les contestataires de la politique de Major et Eseltine exercent, à ce qu'il paraît, une pression énorme pour faire reculer le gouvernement : tous les partis de gauche, les gauchistes et les syndicats, bien sûr, parce que c'est leur rôle de faire croire qu'ils sont les vrais défenseurs des ouvriers ; et même une grande partie de la droite se trouve aujourd'hui "à la tête du mouvement" pour soutenir les ouvriers. Le gouvernement Major n'a-t-il pas échappé de justesse à la chute quand les Communes ont failli voter une motion de condamnation de sa politique, présentée par les travaillistes et soutenue par certains conservateurs ? Et tous ces contestataires n'ont-ils pas appuyé ou, mieux encore,

ne se sont-ils pas retrouvés à la tête de la grande manifestation "populaire" du 21 octobre à Londres, qui a rassemblé plus de 100 000 personnes autour des mineurs ?

La preuve que cette pression générale est efficace, c'est que, selon tous ces menteurs, Major a reculé ou que, en tout cas, il se dit prêt à "reconsidérer sa décision", à "consulter les experts et les partenaires sociaux", pour baisser éventuellement le chiffre des licenciements. De plus, ne vient-il pas d'augmenter substantiellement l'enveloppe prévue dans le "plan d'accompagnement" ? Si l'on en croit la bourgeoisie, les mineurs ont donc gagné, et cela grâce à la démocratie. Mais les illusions démocratiques ne sont pas le seul poison que toutes ces crapules cherchent à instiller dans la tête des ouvriers et en particulier dans celle des mineurs.

Il y a aussi toutes les illusions nationalistes, régionalistes et bien sûr corporatistes dans lesquelles on pousse les "gueules noires". Tout le monde s'évertue à leur faire croire que défendre leur emploi, c'est défendre le charbon britannique, c'est défendre leur région ou leur commune, c'est défendre leur métier. N'ont-ils pas pour cela tout le soutien du "peuple" ?

Une chose est sûre : les licenciements massifs de la quasi-totalité des mineurs sont une nécessité pour le capital britannique et la décision de les mettre en oeuvre ne date pas d'aujourd'hui. Mais une autre chose est également certaine, c'est que les mineurs vont tout droit à une défaite cuisante en se plaçant, comme ils le font aujourd'hui, sur un terrain qui n'est pas le leur, en se faisant des illusions et en acceptant de se mettre derrière ceux qui prétendent les défendre et qui sont leurs pires ennemis, en se laissant manipuler comme c'est le cas en ce moment.

...une offensive de la bourgeoisie contre toute la classe ouvrière

Mais la bourgeoisie ne se contente pas de défaire un seul secteur de la classe ouvrière à travers la manœuvre qu'elle a mise en place ces dernières semaines. C'est un coup qu'elle cherche à porter à l'ensemble du prolétariat à travers la défaite des mineurs.

En utilisant un secteur historiquement marquant du prolétariat de Grande-Bretagne (celui-ci y a longtemps occupé une place prépondérante), en le manipulant au point qu'il place sa lutte sur un terrain bourgeois (la démocratie, le nationalisme...), en noyant la résistance ouvrière dans un mouvement "populaire", en poussant les mineurs, démoralisés et impuissants, à s'en remettre à leurs ennemis de classe, c'est un "exemple" que cherche à faire la bourgeoisie.

La classe exploiteuse n'attend pas seulement que les autres secteurs ouvriers assistent

à la défaite des mineurs, elle veut aussi les y impliquer. Voilà pourquoi elle a organisé, dirigé et contrôlé une première grande manifestation de "soutien populaire" aux mineurs, où tous les ouvriers qui espéraient apporter une véritable solidarité de classe, ou mieux encore exprimer leur mécontentement grandissant contre l'aggravation de leurs conditions d'existence, ne pouvaient que suivre tout un tas de représentants de la classe dominante, depuis les politiciens de droite et de gauche jusqu'aux syndicalistes en passant par les gauchistes. Ces mêmes ouvriers se sont de plus retrouvés derrière des banderoles qui mettaient en avant des mots d'ordre pourris pour "défendre le charbon" ou pour demander la tête de Major. Ce n'était sûrement pas là qu'ils pouvaient se retrouver réellement tous ensemble au-delà des secteurs. Ce n'était sûrement pas là qu'ils pouvaient exprimer leurs intérêts communs contre ceux du capital. Ce n'était sûrement pas là qu'ils pouvaient agir en tant que classe alors qu'ils étaient noyés dans la manifestation et que l'ennemi y était présent en force. Par contre, la bourgeoisie pouvait espérer leur faire partager les illusions que subissent aujourd'hui les mineurs ainsi que le sentiment d'impuissance et la démoralisation qui les gagnent. En un mot, elle espère leur faire partager la défaite.

Au moment où nous rédigeons ces lignes, la bourgeoisie est en train d'essayer de pousser son avantage, en passe d'enfoncer le clou, puisqu'elle a organisé, en ce dimanche 25 octobre, un "nouveau rassemblement de solidarité", dont elle espère faire un succès... pour elle. Si les ouvriers se mobilisent massivement sur ce terrain-là, alors, la défaite des mineurs risque de devenir concrètement une défaite de tous les ouvriers. En tout cas, elle leur portera un coup dont ils auront du mal à se relever rapidement, un coup qui stérilisera pour un temps la colère qui monte en leur sein.

Aujourd'hui, alors que des attaques terribles lui pleuvent dessus, alors que son mécontentement s'élargit et s'approfondit, la classe ouvrière doit éviter de tomber dans les pièges que lui tend la bourgeoisie. Elle doit éviter de laisser se disperser ses énergies et de se laisser mener à la démoralisation. Au contraire, elle a besoin de toutes ses forces et de recouvrer sa confiance. C'est ainsi qu'elle pourra reprendre le combat contre le capital et défendre efficacement ses intérêts à elle.

Elfe

Luttes massives en Italie DE LA BASE AU SOMMET, LES SYNDICATS SABOTENT LA RIPOSTE OUVRIERE...

(SUITE DE LA PAGE 1)

d'évoquer, c'est justement celle qu'ont commencée à mettre en avant les ouvriers de Gênes le 21 septembre : l'unité des ouvriers de tous les secteurs prenant eux-mêmes leur lutte en main, organisant de leur propre chef des assemblées générales, des manifestations malgré et contre les consignes syndicales.

Car seule cette unification de la classe ouvrière dans une seule et même lutte commune peut représenter un danger pour la classe dominante. C'est bien pour cela que la bourgeoisie s'est donné tous les moyens pour empêcher que la riposte du prolétariat en Italie ne débouche sur une telle perspective.

Syndicats officiels et syndicats de base se partagent le travail pour saboter la riposte ouvrière

Face à cette contestation massive des syndicats, les risques étaient énormes pour la bourgeoisie de voir partout surgir des luttes incontrôlées. C'est bien pour cela que, aux quatre coins du pays, les syndicats et leurs appendices radicaux se sont partagé judicieusement le travail pour encadrer le mouvement. Dès la troisième semaine de septembre, sous la poussée de la combativité ouvrière, les syndicats officiels radicalisent leur langage en dénonçant le plan Amato et appellent partout à des grèves et manifestations régionales, dispersées et échelonnées dans le temps afin d'empêcher que les luttes ne convergent en un seul et même mouvement unitaire. Et lorsque, début octobre, les syndicats sont débordés et conspués dans toutes ces manifestations régionales, ils font mine de radicaliser leurs actions en appelant à la grève générale, mais uniquement dans la fonction publique (le 2 octobre). Au cours de la manifestation organisée ce même jour à Rome et qui rassemble 100 000 personnes, les dirigeants syndicaux sont à nouveau violemment contestés. C'est alors une nouvelle manœuvre de division qui, est mise en place par les syndicats avec la décision prise le 6 octobre d'organiser, pour le 13, une grève générale de quatre heures appelée cette fois dans tous les secteurs... sauf la fonction publique, sous prétexte que pour ce secteur, la législation prévoit un préavis de 10 jours ! Ainsi, toute la stratégie des syndicats officiels a consisté tout au long du mouvement à saucis-

sonner, éparpiller, la combativité ouvrière afin d'endiguer toute possibilité d'unification des différents foyers de lutte.

Mais les syndicats officiels n'ont pas été les seuls maîtres d'œuvre du sabotage de la lutte. Ce sont aussi et surtout les syndicalistes de base de tout poil qui se sont trouvés à la pointe de ce travail d'encadrement de la riposte ouvrière. Ce sont ceux de Rifondazione Comunista et d'Essere Sindacato (nouvelle aile gauche de la CGIL) qui ont organisé la contestation des dirigeants syndicaux afin de détourner la colère des ouvriers vers des actions stériles et dispersées telles que les blocages de rues, de gares, les assemblées générales "défouloir" où rien d'autre n'était discuté que la critique des bureaucraties et le manque de démocratie à l'intérieur des syndicats. Ce sont encore ces mêmes syndicalistes de base qui ont canalisé la colère ouvrière dans les manifestations en poussant les ouvriers aux actions violentes contre les leaders syndicaux, afin de les détourner de leurs véritables méthodes de lutte, afin de les empêcher de comprendre que leur seule force réside avant tout dans la recherche de l'unité la plus large possible.

Toutes ces manœuvres de récupération de la combativité ouvrière se sont encore renforcées avec la mise en selle du syndicalisme "alternatif" préconisé notamment par les différents COBAS et coordinations présents dans le mouvement. Ainsi, l'essentiel de leurs manœuvres a consisté, outre la participation aux actions violentes contre les syndicats, à organiser des grèves "pures et dures", des manifestations et des meetings parallèles à ceux appelés par les syndicats. Ce fut le cas, par exemple, à Rome où, le 2 octobre, quelques heures après la manifestation des syndicats officiels, ces syndicats de base ont organisé leur propre grève générale avec une manifestation rassemblant quelques dizaines de milliers de personnes. A Naples et Milan, c'est la même stratégie "radicale" des COBAS de l'Alfa Romeo à laquelle les ouvriers ont été confrontés lors de la grève générale du 13 octobre.

Tout ce travail de sabotage orchestré par le syndicalisme de base avait pour but premier de récupérer la colère des ouvriers contre les syndicats pour les enfermer dans la logique syndicaliste; que se soit par le canal de la

lutte pour la défense de la démocratie au sein des syndicats officiels, mise en avant par Rifondazione Comunista et Essere Sindacato, ou que ce soit à travers la création de nouveaux syndicats "alternatifs" et "autonomes" préconisée par les COBAS, les ouvriers se sont trouvés pris au piège du syndicalisme qui les a empêchés de développer leurs propres moyens de lutte. Ainsi, les manœuvres du syndicalisme de base sont parvenues non seulement à accentuer encore la division organisée par les syndicats officiels, mais aussi et surtout à semer un maximum de confusion et de déboussolement dans les rangs de la classe ouvrière.

Voilà comment la bourgeoisie, malgré l'énorme discrédit de ses syndicats, s'est donné les moyens d'encadrer et saboter le mouvement. L'expérience que vivent aujourd'hui les ouvriers en Italie doit servir de leçon aux ouvriers de tous les pays. Ils doivent comprendre que leurs pires ennemis, ce ne sont pas tant les syndicats, qui, en défendant ouvertement les intérêts du capital, n'illusionnent plus guère, mais bien ceux qui cherchent à dévoyer la lutte dans des impasses (la contestation des bureaucraties syndicales) ou à la diviser en l'enfermant dans des structures parasyndicales (comme on l'a vu en France avec les coordinations en 1987-88). Ils doivent comprendre que ces prétendus défenseurs des intérêts ouvriers, derrière leur phraséologie "radicale", jouent en réalité le même rôle que les syndicats officiels.

Vers la reprise de la combativité du prolétariat mondial

Malgré les obstacles auxquels elle s'est heurtée, la riposte massive des ouvriers en Italie constitue un exemple à suivre pour la classe ouvrière de tous les pays. En effet, pendant plusieurs années, les ouvriers du monde entier ont subi sans réagir les attaques incessantes du capital, paralysés qu'ils étaient par les bouleversements gigantesques de la situation générale (effondrement du bloc de l'Est, guerre du Golfe, guerre en Yougoslavie). Aujourd'hui, la gravité des attaques capitalistes dans tous les pays ne peut que les contraindre à suivre le même chemin que leurs frères de classe en Italie : celui de la reprise du combat pour la défense de leurs

conditions de vie. La riposte des ouvriers en Italie ouvre donc une nouvelle dynamique dans la lutte de classe. Elle marque la fin de toute une période de passivité du prolétariat mondial, notamment dans les pays centraux d'Europe occidentale.

Et c'est bien parce que la bourgeoisie est consciente de ce changement dans la situation qu'elle a pris les devants en faisant partir la classe ouvrière en Italie avant celle des autres pays. En effet, le plan Amato n'a pas été concocté par la seule bourgeoisie italienne. C'est en accord avec toutes les autres bourgeoisies européennes que le gouvernement italien a planifié toutes ses mesures. De même, l'attitude des syndicats consistant à soutenir ouvertement le gouvernement a constitué une véritable provocation destinée à pousser les ouvriers à réagir immédiatement au moment choisi par la bourgeoisie. En déployant une telle manœuvre, la classe dominante visait ainsi à éviter la simultanéité des luttes dans plusieurs pays. En effet, une telle situation de simultanéité internationale des combats ouvriers aurait constitué un formidable encouragement, un stimulant, pour tous les ouvriers en lutte. Elle aurait participé à développer la conscience, l'unité et la solidarité de classe d'un prolétariat déterminé. partout à se battre contre les mêmes attaques capitalistes.

Voilà la situation que toute la bourgeoisie européenne voulait éviter. Voilà pourquoi elle a provoqué délibérément un bataillon particulièrement combatif du prolétariat mondial. De plus, à travers cette manœuvre destinée à décaler dans le temps la riposte des ouvriers d'Europe occidentale, la bourgeoisie cherchait aussi à infliger une défaite aux ouvriers en Italie, pour renforcer le déboussolement dans le prolétariat des autres pays et retarder encore les échéances d'une nouvelle confrontation générale entre les classes.

Mais quelles que soient les manœuvres que la bourgeoisie puisse mettre en place pour gagner du temps, une chose est certaine : les conditions sont aujourd'hui réunies pour une reprise de la combativité ouvrière dans tous les pays industrialisés.

Camille (24/10/92)

...LES TROTSKISTES DE LA LCR ET DE LO LEUR APPORTENT LEUR SOUTIEN

■ Depuis le début des grèves ouvrières en Italie (voir notre article de première page), on a vu les trotskistes revendiquer avec virulence ces manifestations de la colère ouvrière provoquées par le plan d'austérité du ministre Amato; et on les a vu encore faire leurs, les violentes réactions antisyndicales qui se sont exprimées clairement dans les rangs ouvriers. Ainsi, LO et la LCR (pour ne citer que les plus importants et les plus pernicieux) ont montré une fois de plus le caractère toujours plus sournoisement antiouvrier de leur sale propagande bourgeoise. Alors que les gouvernements et les médias ont fait tout leur possible pour masquer ce mouvement de la classe ouvrière (voir notre article page 2), les trotskistes, ces prétendus défenseurs des ouvriers, ont garni leurs colonnes de journaux avec les "leçons" radicales que devraient en tirer les ouvriers en Italie, mais aussi ceux en France; or, ces "leçons" dont la lumière trotskiste prétend éclairer la classe ouvrière montrent encore toute la perfidie du discours trotskiste, dont le but est de chercher à couvrir au maximum tout le terrain social, pour mieux enchaîner à nouveau les ouvriers derrière les syndicats.

Les trotskistes sont contre les syndicats ? Ils reprennent à leur compte la critique antisyndicale des ouvriers ? Ben voyons ! Chacun à leur façon, à seule fin de s'adapter et de coller au maximum aux besoins de la classe ouvrière, de noyer sa conscience, et l'entraîner d'autant plus sûrement dans l'impasse syndicale !

La LCR s'est réjouie par exemple que : "...sur toutes les places d'Italie, (ait) explosé un mécontentement extrêmement vif contre les dirigeants syndicaux, exprimant une contestation radicale et une délégitimation absolue de leur statut de dirigeants." et que "Contrairement à ce que ceux-ci (les bureaucrates syndicaux) et la presse ont voulu faire croire, la critique des bureaucrates n'est pas le fait d'un cercle restreint d'extrémistes..., mais de la plupart des travailleurs rassemblés sur les places." ("Rouge" N° 1511 du 1er octobre) Mais s'ils saluent ces expressions de la combativité ouvrière et son opposition aux bonzes syndicaux, que proposent donc ces pseudo-révolutionnaires, pour

"aider" les ouvriers à se défendre efficacement contre les attaques que le gouvernement leur impose : soutenir la gauche "radicale" à l'intérieur de la CGIL, la tendance dite "Essere sindacato", qui tente à toute force de récupérer les ouvriers qui se détachent des syndicats, pour les rassembler dans la "reconstruction d'un syndicat de classe". L'objectif de la LCR est ainsi "de construire, lors des prochaines semaines, une forte présence syndicale de classe, de développer l'auto-organisation et les luttes dans les entreprises et de renforcer au plan syndical une direction de rechange." On ne saurait être plus clair : l'objectif avoué est bel et bien d'embringer encore mieux les ouvriers les plus combattifs dans le giron syndical à couler "de classe", mais toujours dans la même logique syndicale, cette logique dont le prolétariat cherche justement à se détourner depuis plus de vingt ans, et qui est sa pire ennemie. Et lorsque ces beaux parleurs mettent en avant l'"auto-organisation" des ouvriers, c'est aussi pour la vider autant que possible de tout contenu et de toute réalité, c'est pour tenter de briser la prise de conscience des ouvriers de leur propre force. C'est ce qu'ils font à travers la mise en avant des Cobas (comités de base), des conseils d'usine, ou d'autres structures parasyndicales. "Ces structures proposent que soit restitué aux travailleurs le pouvoir de décision sur tous les aspects des conditions de travail, sur tous les thèmes en rapport avec la vie syndicale et sur la direction de l'entreprise" ("Rouge" N° 1513 du 15 octobre). Toutes ces structures télécommandées par les gauchistes ne sont en effet que du syndicalisme qui se cache, du syndicalisme prétendant de classe, des structures sur lesquelles ces forces d'extrême gauche de la bourgeoisie que sont les trotskistes s'appuient, pour dévoyer les luttes depuis plus de dix ans. Et elles leur servent ici à ramener les travailleurs derrière le mot d'ordre de grève générale de la CGIL, soi-disant pour débordier les bureaucrates, en fait pour ranger soigneusement la classe ouvrière derrière les forces d'encadrement de la bourgeoisie.

Mais ce n'est pas tout, car non contents d'essayer de les rabattre vers les syndicats, les

trotskistes de la LCR proposent encore aux ouvriers de se ranger derrière l'ex-PCI, "Refondation Communiste", celui qui défend avec acharnement son passé stalinien et antiouvrier, et de compter sur celui-ci pour les défendre : "Refondation Communiste a donc un rôle décisif à jouer. En ce moment historique, ce parti peut devenir un fer de lance(sic!), qui stimule les luttes, pousse les opprimés à la résistance sociale et leur indique une alternative au système et à la crise." (Ibidem) Rien que cela ! Il s'agit encore clairement pour cette engance gauchiste de faire réintégrer aux ouvriers les bons vieux appareils d'encadrement antiouvrier de la bourgeoisie.

"Pour vous défendre, les syndicats, mais de combat; pour comprendre où vous êtes et ce que vous devez faire, le parti stalinien, mais proche des ouvriers !" Voilà ce que disent les trotskistes de la LCR aux ouvriers en Italie, voilà ce qu'ils disaient, et diront encore demain, aux ouvriers en France, lorsqu'ils défendaient avec énergie la CGT et le PCF, au moment de l'effondrement du stalinisme, il y a trois ans.

Quant à LO, elle se pavane encore une fois dans le verbiage le plus radical. Car ce n'est pas seulement de la critique des bureaucrates ou des directions syndicales dont elle fait ses choux gras, comme sa soeur jumelle la LCR, mais du rejet (presque) ouvert des syndicats, avec toute l'hypocrisie et le flou artistique qui la caractérisent. LO est donc pour le débordement des syndicats, dénonçant aux yeux des ouvriers le fait que la "seule chance (du monde patronal et gouvernemental) de faire passer le plan d'austérité réside dans la capacité de l'appareil syndical à contrôler ces réactions et à les emmener vers des voies de garage." ("Lutte ouvrière" N° 1265 du 2 octobre) La grève générale, les manifestations ? LO déplore que "celles-ci restent dans le cadre des grèves de quelques heures décidées, dirigées et contrôlées par ces mêmes appareils (les appareils syndicaux)." (Ibidem)

Ainsi, LO se veut à la pointe du combat ouvrier, mais il ne faut pas s'y tromper; car ce discours plus radical que celui de la LCR remplit de façon complémentaire la même

fonction d'encadrement et de dévoiement des ouvriers les plus combattifs, mais il cherche à toucher ceux qui ont poussé plus loin la critique des syndicats et qui sortent du carcan syndical. C'est d'ailleurs à ceux-là, en France, que LO s'adresse lorsqu'elle dit : "Une fraction de la classe ouvrière, pourtant, face à la dégradation générale de la situation, commence peut-être à ressentir le besoin de débordier les canaux syndicaux et politiques traditionnels et de faire irruption sur la scène avec toute sa force de classe." (Ibidem) et c'est pour mieux les berner en leur faisant croire qu'elle fera tout pour les défendre, et qu'elle se bat sur leur terrain. Car le discours de LO, plus subtil et doucereux que la panoplie plus ouvertement syndicaliste de la LCR, est de fait le plus dangereux et le plus pernicieux pour les ouvriers qui tendent à rompre de plus en plus avec les syndicats. LO et la LCR se partagent globalement le travail pour empêcher les ouvriers de sortir de la question syndicale. Soit en leur proposant de réformer les syndicats existants, soit en les poussant dans une autre structure parasyndicale, ils enfoncent insidieusement dans la tête des ouvriers l'idée qu'il faut "revitaliser" les syndicats, et non pas s'en dégager.

Les luttes ouvrières en France, comme en Italie ou ailleurs, ont assez montré que c'est avec ces chants de sirènes antisyndicaux en apparence que les trotskistes ont trompé, et tromperont toujours les ouvriers; comme ils les ont trompé avec la mise sur pied des coordinations, à la SNCF en 1986 alors que les travailleurs combattaient en-dehors des syndicats et les rejetaient avec force, afin de les enfermer sur eux-mêmes et de pourrir la grève; ou encore à la SNECMA en 1987 pour empêcher toute extension en-dehors de l'entreprise, et en 1988 aussi où c'est avec leur soutien de premier plan que le gouvernement PS a mis sur pied la coordination des infirmières et la manœuvre antiouvrière à laquelle cette coordination a servi (lire notre brochure sur la grève des infirmières). Les ouvriers doivent s'en souvenir plus que jamais en redoublant de vigilance, et repousser sans hésiter ces dangereux faux-amis de leurs luttes.

K.W.

LA SURPRODUCTION, MALADIE CONGENITALE DU CAPITALISME

■ Partout dans le monde et plus particulièrement en ce moment dans le carré des grands pays industrialisés, les prolétaires peuvent entendre cette mauvaise rengaine que leur joue la bourgeoisie et ses sous-fifres de journalistes et d'économistes aux ordres: "Salariés, vous vivez au-dessus de vos moyens, il va falloir vous serrer la ceinture." Non ? encore ? Oui, encore ! Ainsi, non contente d'avoir depuis plus de vingt ans licencié, rogné par tous les moyens les salaires et les revenus sociaux, la bourgeoisie continue de cogner mais cette fois-ci avec une violence redoublée.

Aujourd'hui, les coups qu'elle assène n'ont d'égal que ceux des années 30. Partout, aussi bien en Italie, en Suède, en Grande Bretagne, qu'aux Etats Unis, en Allemagne et au Japon, les différents plans d'austérité sont très, très sévères. La cure d'amaigrissement exigée des travailleurs, dont le pouvoir d'achat est pourtant déjà bien maigre, est impitoyable (voir article page 1). Cependant, à nous tous, il est donné de voir dans les pays dits "riches" des supermarchés remplis d'objets de consommation, des magasins regorgeant de produits en tout genre, des entreprises capables de tout fabriquer mais qui, en dernière analyse, se heurtent à une difficulté : de moins en moins de consommateurs peuvent acheter leurs marchandises. En conséquence, cela se traduit dans tous les secteurs par des faillites et donc des licenciements. Aucune branche d'activité, depuis l'agriculture jusqu'à l'informatique en passant par l'automobile, n'est épargnée, aucun Etat n'y échappe. Comme le soulignait déjà Marx en 1848 dans le "Manifeste Communiste" : "La société se voit rejetée dans un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre de destruction universelle, lui ont coupé les vivres ; l'industrie, le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop d'industrie, trop de commerce." Voici donc, décrit par Marx, ce type de crise jusqu'alors inédit dans l'histoire et devenue pratiquement permanent au XXe siècle : la surproduction.

Si, désormais, des millions d'êtres humains sont jetés à la rue, souffrent de famine, ce n'est plus parce que la société ne produit pas assez mais au contraire parce qu'elle produit trop et qu'elle ne trouve pas d'acheteurs. Jamais dans l'histoire humaine, une telle situation ne s'était rencontrée. Car, s'il est vrai qu'au XIVe siècle, l'Europe était ravagée par les disettes, c'est fondamentalement parce que les structures sociales médiévales étaient incapables de subvenir aux besoins des po-

pulations. A l'époque, il eût paru totalement invraisemblable qu'un jour, l'humanité pourrait souffrir d'indigence à cause d'un excès de production invendue. Pourtant, de nos jours, c'est bel et bien le cas. Contrairement, donc, à tout ce que peut affirmer la bourgeoisie nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens mais largement en dessous. Prenons un exemple, particulièrement significatif puisqu'il concerne la nourriture, le secteur agricole. A l'aube du XVIIIe siècle, c'est-à-dire juste avant la révolution industrielle qui naît en Angleterre, un paysan européen nourrit 1,7 personne, de sorte qu'il s'alimentait lui-même et fournissait les trois quarts de l'alimentation d'une autre personne ; en 1975, un travailleur agricole aux Etats-Unis pouvait nourrir 75 individus (ce chiffre doit approcher la centaine en 1992). Selon d'autres sources, il semblerait aujourd'hui que la seule agriculture des Pays-Bas, hypercompétitive, soit suffisante à nourrir l'Europe ! De même, à présent, l'agriculture mondiale pourrait ravitailler près de trois fois toute l'humanité, soit environ 18 milliards d'êtres humains.

Comble de l'absurde, le capitalisme réduit à la famine et à la malnutrition endémique environ la moitié de la population mondiale, soit 3 milliards d'hommes. Et, comme le capitalisme ne produit pas pour satisfaire les besoins mais pour vendre dans une perspective de profits, les excédents agricoles sont détruits mais surtout pas distribués sinon ils feraient chuter les cours qui se situent déjà bien bas. Ainsi, désormais, subventionne-t-on dans la CEE les paysans pour qu'ils mettent en jachère leurs terres. Des millions d'hectares capables de fournir des millions de quintaux de blé (15% des terres céréalières) vont retourner à la friche. Encore une fois, la description d'une telle société eût semblé totalement délirante pour le paysan du Moyen Age, lui qui, patiemment depuis l'an mil, n'avait eu de cesse laborieusement que de défricher, assécher les marais. Bien sûr, cela ne concerne pas que la vieille Europe, puisqu'aux Etats-Unis même, on incendie les champs d'orangers pour cause de surproduction.

Pourtant, l'humanité n'en finit pas de crever de faim et, dans nos supermarchés, tous ces produits agricoles sous leurs diverses formes sont toujours aussi chers comparativement à nos salaires. Une question vient donc immédiatement à l'esprit : pourquoi de telles crises de surproduction ? Comment se fait-il que le capitalisme ne parvienne pas à écouler les marchandises qu'il crée ? Pourquoi l'offre (la production) est-elle plus importante que la demande (la consommation) ?

Les causes de la crise de surproduction

Marx a, de son temps, clairement mis en évidence que le travail humain, ou plus exactement la force de travail, est une marchandise qui s'achète et qui se vend. Et, ce qui détermine le prix de la force de travail, à savoir le salaire que va verser le capitaliste à l'ouvrier, c'est, comme toute marchandise, la quantité de travail nécessaire à sa production. Qu'est-ce que cela veut dire ? Simplement que le salaire versé à l'ouvrier par l'entrepreneur est le strict minimum servant à l'éduquer, le nourrir, le loger, le vêtir, le tout saupoudré de week-ends et de quelques semaines de vacances, juste histoire que le lundi, lorsque le travailleur recommence sa semaine de travail, il soit suffisamment en forme pour produire de nouveau et dans les mêmes conditions qu'avant.

Mais Marx a percé le mystère du soi-disant salaire juste, équitable. Il a mis en évidence que l'ouvrier travaille plus qu'il n'est rétribué, qu'il y a exploitation du travail, non pas au sens moral mais bien scientifiquement. Qu'est-ce à dire ? Le salaire n'est-il pas l'équivalent exact, sous forme d'argent, du travail fourni par l'ouvrier ? Non, pas du tout, cette réalité de l'exploitation salariale, même si elle n'est pas à priori apparente n'en est pas moins vraie. Elle est simplement masquée. Assurément, dans la Rome antique, celle de l'empire qui a succédé à la république, lorsque les maîtres utilisaient de la force de travail sous forme d'esclaves capturés au gré des conquêtes militaires, l'exploitation est visible : les maîtres nourrissent et logent cette main-d'oeuvre, celle-ci appartient aux maîtres et travaille jusqu'à la mort sur les terres des villas. Idem au Moyen Age. Lorsque, durant la période carolingienne des VIIIe et IXe siècles, disparaît le mode de production esclavagiste et que se mettent en place les structures de la seigneurie, ici aussi le servage laisse apparaître clairement l'exploitation. Selon les rapports établis avec le seigneur de l'endroit, chaque semaine, le serf doit travailler deux ou trois jours sur la réserve, c'est-à-dire sur la terre du féodal, et effectuer des corvées gratuitement. Encore une fois l'exploitation du travail est tangible. Eh bien, il en va de même dans le capitalisme, qui est également une société de classes, mais là, la tricherie se situe désormais au niveau des salaires. Prenons un exemple totalement théorique : un ouvrier travaillant sur une chaîne de montage ou derrière un micro-ordinateur et qui, à la fin du mois, est payé

5000 F. En fait, et c'est ce que Marx a démontré, il a produit non pas pour l'équivalent de 5000 F, ce qu'il reçoit, mais pour la valeur de 8000 F. Il a effectué un sur-travail, une plus-value, qui se traduit pour le capitaliste en profit. Que fait le capitaliste des 3000 F qu'il a volés à l'ouvrier ? Il en met une partie dans sa poche, admettons 1000 F, ce qui lui permet généralement de vivre beaucoup mieux qu'un simple ouvrier, et les 2000 F restant, il les réinvestit dans le capital de son entreprise, le plus souvent sous forme de l'achat de machines plus modernes, etc.

Mais pourquoi le capitaliste procède-t-il ainsi ? Parce qu'il n'a pas le choix. Le capitalisme est un système concurrentiel, il faut vendre les produits moins cher que le voisin qui fabrique le même type de produits. En conséquence, le patron est contraint non seulement de baisser ses coûts de production, entendez les salaires (ou, dit autrement, le capital variable), mais encore d'utiliser une part croissante du sur travail dégagé pour le réinvestir prioritairement dans les machines (le capital fixe), afin d'augmenter la productivité (quantité produite en un temps donné) de son capital. S'il ne le fait pas, il ne peut pas réinvestir, se moderniser, et, tôt ou tard, son concurrent, qui, lui, le fera, vendra moins cher et remportera le marché. Le patron philanthropique qui, par hypothèse, se refuserait à exploiter toujours plus ses ouvriers se verrait vite conduit à faire faillite.

Le système capitaliste est donc à la fois dynamique, dans le sens où il doit constamment s'élargir, accumuler, pousser au maximum l'exploitation de la force de travail, et affecté par un phénomène contradictoire : en effet en ne rétribuant pas les ouvriers par l'équivalent de ce qu'ils ont effectivement fourni comme travail et en contraignant les patrons à renoncer à consommer une grande part du profit ainsi extorqué, le système produit plus de valeur qu'il n'en distribue. Jamais ni les ouvriers ni les capitalistes réunis ne pourront à eux seuls absorber toutes les marchandises produites. Et pour cause, puisqu'une partie du produit du travail de l'ouvrier, celle qui n'est ni reversée sous forme de salaires ni consommée par les capitalistes, mais qui est destinée à être réinvestie, c'est-à-dire transformée en nouveau capital, ne peut trouver d'acheteurs dans la sphère capitaliste. Ce surplus de marchandises, qui va le consommer ?

La nécessité vitale pour le capitalisme de trouver des marchés

C'est là justement qu'intervient la nécessité pour ce système de trouver de nouveaux débouchés en dehors du cadre de la production capitaliste ; c'est ce qu'on appelle les marchés extracapitalistes (au sens d'en dehors du capitalisme). En quelque sorte, un marché extracapitaliste, c'est un débouché économique solvable, en d'autres termes capable de payer les marchandises, mais qui ne fonctionne pas de manière capitaliste, puisque, on l'a vu, quand c'est le cas, on ne peut acheter tous les biens fabriqués.

Il en va ainsi depuis la genèse de ce mode de production. Le capitalisme n'a pas conquis la planète entière du jour au lendemain. Prenons l'exemple anglais. Lorsque, en 1733 John Kay met au point son fameux métier à tisser qui multiplie par quatre la productivité, les étoffes tissées, désormais abondantes et bien moins chères, n'ont pas été vendues aux seuls ouvriers et entrepreneurs anglais. Elles étaient également consommées par des paysans ainsi que par des nobles qui avaient la possibilité d'acheter. Ces paysans, ces nobles, n'appartenaient pas à la sphère de production capitaliste qui, à elle seule, eût été incapable de tout absorber. Voilà donc un exemple de marché extracapitaliste à l'intérieur même du pays où est née la révolution industrielle. Dans une certaine mesure, des poches, des unités de production capitalistes, sont apparues et ont progressivement gagné le reste du monde. Par là même se trouvaient résolues, momentanément, les crises de surproduction.

Certes, il y en avait, mais celles-ci, aux XVIIIe et XIXe siècles, duraient deux à trois ans, le temps que de nouveaux débouchés soient conquis. Après quoi la machine économique repartait de plus belle.

Ainsi ce système a-t-il pu, dans les contrées où il est né, c'est-à-dire en Europe, trouver les conditions de sa croissance. Toutefois, en conquérant ce type de marché avec des produits défiant toute concurrence, le capitalisme contraignait les sphères de production extracapitalistes à produire de la même façon que lui. Pourquoi ?

Qui pouvait en effet continuer à produire des étoffes artisanalement alors que les manufactures, ces ancêtres des usines modernes, faisaient les mêmes mais à bien moindre coût ? Personne. En conséquence, le capi-

Désaccords du GATT LA GUERRE COMMERCIALE SE DECHaine

■ Moins de trois semaines après la crise du SME qui a vu voler en éclats l'édifice de contrôle des fluctuations des monnaies en Europe, c'est au tour du GATT - cet autre instrument de réglementation censé faire obstacle aux effets dévastateurs de la crise - de révéler son impuissance. La rupture des négociations entre les Etats-Unis et la CEE sur les conditions des échanges agricoles mondiaux ne sont qu'un révélateur de plus de l'ampleur et de la féroacité de la guerre commerciale désormais ouverte que se livrent tous le pays, et en particulier les plus puissants d'entre eux.

L'objet du litige : les Etats-Unis exigent des pays européens une diminution immédiate de 24% de leurs exportations agricoles subventionnées, sans cacher qu'à terme, ils espèrent obtenir la suppression totale en cinq ans de ces mêmes subventions. Vu l'ampleur de la surproduction agricole mondiale face à un marché solvable qui se réduit comme peau de chagrin (et qui se traduit déjà par des destructions massives de produits laitiers, céréalières et autres), une telle exigence représente un véritable coup de poignard pour un grand nombre de pays producteurs européens. Parmi ceux-ci, la France, pays rural s'il en est et premier exportateur européen de produits agricoles vers les Etats-Unis, rue plus que les autres dans les brancards, au nom de "l'atteinte à ses intérêts vitaux". Dans les coulisses feutrées des négociations du GATT se déroule donc une guerre ouverte où tous les coups sont permis.

Pour commencer, les Etats-Unis jouent au maximum la carte de la division entre les pays membres de la CEE. Ils s'appuient pour cela sur un allié sûr, la Grande-Bretagne, qui n'a pas de secteur agricole à préserver. Ainsi, tandis que le gouvernement français déclarait qu'"une discussion sérieuse ne pourra plus s'engager avant plusieurs mois", Major rétorquait immédiatement qu'il "ferait tout son possible pour faire parvenir les pourparlers avec les Etats-Unis". Mais c'est aussi la discorde entre la France et l'Allemagne que les Etats-Unis s'efforcent de semer en assortissant leurs dik-

tats de quelques concessions sur les oléagineux susceptibles de faire fléchir le gouvernement de Bonn. Si la manœuvre n'a pas réussi pour le moment et si, une fois de plus, la solidarité entre Bonn et Paris a joué, la solidarité de l'axe franco-allemand en ressort quand même ébranlée, d'autant plus que ce n'est pas fini. En effet, la France, de son côté, a fait savoir qu'elle était prête, au cas où les négociateurs de Bruxelles feraient mine de céder au coup de force de Washington, à opposer son veto à toute conclusion de l'ensemble des négociations de l'Uruguay Round, autrement dit à faire capoter des accords commerciaux que les 107 pays participant à ces négociations essaient péniblement de mettre au point depuis six ans. La riposte américaine n'a pas tardé. Après la carotte, c'est le bâton des représailles directes qui est brandi par l'oncle Sam avec la menace d'une surtaxe de 100% à l'importation sur son sol des produits agricoles et alimentaires en provenance de la CEE. C'est ainsi un volume commercial dont le montant représente entre 1 et 2 milliards de dollars qui pourrait se voir fermer les portes du marché américain. Des mesures qui, comme le dit un observateur de la CEE, "appellent à leur tour d'éventuelles rétorsions européennes contre les Etats-Unis".

Organisation fondée au lendemain de la seconde guerre mondiale sous la houlette des Etats-Unis, le GATT (sigle anglais pour "Accord général sur les tarifs douaniers"), avait pour objectif de "lutter contre les entraves au libre-échange mondial". Par une convention régulièrement renégociée entre les Etats, il s'agissait de réglementer et "moraliser" les échanges internationaux grâce à des concessions mutuelles sur les tarifs douaniers, les barrières à l'importation et les subventions à l'exportation. Or la saturation du marché mondial pousse au contraire de plus en plus chaque Etat à protéger son marché intérieur contre la concurrence de ses rivaux, tout en cherchant à pénétrer par tous les moyens celui des autres.

Censé éviter le déchaînement d'une telle guerre commerciale "sauvage" et empêcher

en particulier l'asphyxie de la production mondiale qu'avait provoquée dans les années 30 l'explosion du protectionnisme, le GATT fait partie des tentatives du capitalisme décadent pour limiter les dégâts causés par ses propres contradictions. En fait, dès l'origine, loin d'être un outil de coopération pacifique entre les Etats, le GATT constituait avant tout un instrument du bloc impérialiste américain, par lequel le chef de bloc, premier producteur et plus grand marché intérieur du monde, imposait ses exigences à ses "partenaires", qui n'avaient à cette époque guère d'autre choix que de les accepter en échange de la protection du "parrain" américain.

C'est cette construction qui est aujourd'hui balayée par l'accélération de la crise mondiale. Non seulement le bloc occidental a volé en éclats et avec lui la soumission à Washington des autres grandes puissances occidentales mais, surtout, la violence avec laquelle se déchaine désormais la crise a ouvert la porte à une exacerbation de la guerre commerciale qu'aucune digue n'est plus en mesure de contenir. A ce niveau, l'échec du volet agricole de l'Uruguay Round n'est que la partie émergée de l'iceberg. C'est dans tous les secteurs que les différents pays contournent désormais à qui mieux mieux les réglementations du GATT pour protéger leur marché. Ainsi, la création d'une alliance commerciale entre Etats-Unis, Canada et Mexique, qui va permettre au pays de l'oncle Sam de fermer son marché aux marchandises européennes, n'est, elle aussi, qu'un des épisodes de cette guerre ouverte.

Avec la plongée sans retour dans la récession de l'économie mondiale, la guerre commerciale entre toutes les nations, et en particulier entre les grandes puissances, devient et deviendra de plus en plus dévastatrice. Elle va constituer partout un facteur accélérateur de la récession, du chômage et de l'intensification de l'exploitation des ouvriers. Elle n'est qu'une des manifestations de la faillite totale du capitalisme.

PE

(SUITE PAGE 5)

SURPRODUCTION CAPITALISTE

(SUITE DE LA PAGE 4)

talisme ne faisait que détruire ce qui lui servait momentanément de ballon d'oxygène. Ces marchés extérieurs adoptaient à leur tour le mode de production capitaliste et le même problème se retrouvait posé encore et toujours à une échelle chaque fois supérieure : à qui vendre ?

C'est ce processus dynamique et contradictoire qui anime toute l'histoire de ce monde, tel l'ogre du conte qui a besoin d'enfants pour vivre mais qui les dévore. Ainsi, au XIXe siècle, une fois qu'à l'intérieur des grands pays industrialisés, le mode de production capitaliste s'était imposé avec violence, il lui a fallu partir à la conquête du monde pour trouver de nouveaux débouchés. C'est l'entreprise coloniale dont Rosa Luxemburg met clairement en évidence les motivations. La dernière décennie du XIXe siècle, qui voit la fin de l'ascendance du capitalisme, est désormais marquée par le déchaînement de l'impérialisme.

A partir de 1897, la Grande-Bretagne règne sur un empire de 33 millions de kilomètres carrés peuplé de 450 millions d'habitants comprenant le Canada, l'Australie, l'Inde, l'axe africain allant du Cap au Cap, etc. La France, plus modeste, étend son empire sur près de 10 millions de kilomètres carrés et sur 48 millions d'habitants (Afrique de l'Ouest et Indochine surtout). La Chine est dépeçée, les puissances impérialistes obtenant l'octroi de territoires à bail, de zones d'influence, de concession de mines et de chemin de fer. Idem pour l'empire ottoman et l'Amérique latine, qui n'ont conservé que l'apparence d'une indépendance économique et politique. Vers 1890 le partage territorial du monde entre les grandes puissances capitalistes est à peu près achevé. Or ces pays conquies adoptent à leur tour le mode de production capitaliste. En conséquence, on ne sait plus où écouler le surplus de marchandises, faute de nouveaux territoires extra-capitalistes de quelque importance. Le marché mondial est saturé.

De fait, au crépuscule du XIXe siècle, l'heure n'est plus à l'exploration de nouvelles terres et au libre-échange ; c'est à présent le temps des canons et du protectionnisme qui a sonné. L'ère des guerres mondiales qui visent au repartage du marché planétaire entre les différents États bourgeois s'ouvre. Le capitalisme vient d'entrer dans sa phase de décadence, c'est-à-dire la pire période que l'humanité ait jamais endurée. C'est cette époque, dans laquelle nous sommes toujours, actuellement, qui pose au prolétariat international l'alternative suivante : communisme ou barbarie.

Dans un prochain article qui fera suite à cette première partie, nous verrons en quoi cette période se caractérise par des cycles de crises, de guerres et de reconstructions suivies de nouvelles crises. De même, nous tenterons d'expliquer pourquoi le capitalisme a atteint, au cours des années quatre-vingt, le stade ultime de sa propre décadence : la phase de décomposition.

Greg

APPEL AUX LECTEURS :

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou

LISEZ LE MANIFESTE DU 9e CONGRES DU CCI

"Révolution communiste ou destruction de l'humanité".

(Disponible sur commande : 3 F.)

Derrière le budget Bérégovoy, LE PS PREPARE LES ATTAQUES MASSIVES DE DEMAIN

■ Commentant pour ses lecteurs la loi de Finances 1993 proposée par Bérégovoy, l'hebdomadaire pro-PS "Le Nouvel Observateur" (parution des 1er - 7 octobre) titre son papier en s'exclamant sans pudeur : "La surprise de septembre : un budget de gauche !". Dans les milieux de droite, sur un mode critique, bien sûr, et ironique, on accorde également cette idée : le grand argentier de la France a "gauchisé" le budget 1993 de l'Etat.

A quoi tient cette réputation ? Essentiellement à deux dispositions de la loi de Finances : d'abord, un allègement fiscal pouvant aller "jusqu'à" (c'est selon le niveau d'études) 1200 F par tête d'enfant pour les imposables dont les fils sont scolarisés dans les lycées, collèges et universités (cet effort représentera en tout pour l'Etat un manque de recette chiffrable à 3,5 milliards de francs) ; ensuite, une aide indirecte au logement social par l'intermédiaire d'abattements d'impôt en faveur des propriétaires qui consentiront des baux locatifs à prix modérés aux personnes disposant de ressources inférieures à un plafond fixé. Auxquelles s'ajoutent divers gadgets tels que le dégrèvement fiscal pour les créations d'emplois familiaux, la fin du taux majoré de la TVA sur... les produits de luxe, la décade d'impôt au bénéfice des automobilistes se portant dès à présent acquéreurs d'une voiture "dépolluée"...

Et c'est ce pauvre bric-à-brac qui devrait inciter à tenir ledit budget pour le plus "social" que le gouvernement aux mains du PS ait jamais élaboré ces dernières années ? C'est à une préoccupation "sociale" que Bérégovoy aurait répondu en concédant pour 1993, et contre ses principes, un déficit budgétaire de 165 milliards de francs ? Foutaises ! Derrière son maigre saupoudrage "social", ce budget cache en fait bien mal sa sordide vérité.

Les politologues bourgeois ne disent que la moitié des choses lorsqu'ils parlent d'un calcul électoraliste. En réalité, les "bontés" populistes de Bérégovoy ne visent pas tant à acheter les suffrages ouvriers pour mars 1993 qu'à assurer le passage du PS dans l'opposition le moins coûteux possible. Le véritable calcul qui réside dans le "surprenant" déséquilibre du budget est là : donner une marge de manoeuvre au PS. Il s'accompagne d'un report jusqu'au lendemain de l'échéance législative des nouvelles attaques contre la classe ouvrière que requiert

de l'Etat et de ses commis (quels qu'ils soient) la récession économique prolongée et approfondie. Il suppose de déléguer autant que faire se peut la responsabilité de ces attaques au RPR et à l'UDF. Et si l'opposition actuelle s'élève en fait très peu (malgré son dépôt de pure routine d'une motion de censure à l'Assemblée) contre la manoeuvre du PS c'est qu'elle en est partie prenante.

Du point de vue de l'Etat et de ses intérêts contre le prolétariat, toutes les fractions de la bourgeoisie à droite et gauche, comprennent en effet de la même façon l'enjeu : devant une situation économique lourde de soulèvements ouvriers potentiels (par exemple dans le secteur informatique, où, chez IBM France et DEC, 55 000 suppressions de postes sont désormais planifiées), il est très important de crédibiliser au maximum la reconversion du PS en parti de défense des travailleurs, car cette mutation est nécessairement rendue problématique par onze années de politique gouvernementale antiouvrière au grand jour.

Ce sont ces arrières-pensées que recouvre le montage alambiqué du dernier budget Bérégovoy, et c'est en cela qu'il veut tromper la classe ouvrière. D'ailleurs, l'examen plus détaillé des postes de dépense démontre très bien les prévisions sociales que fait la bourgeoisie et l'affection spéciale qu'elle porte à la classe ouvrière. Ainsi, les enveloppes budgétaires des ministères de la Justice et surtout de l'Intérieur enregistrent-elles, par rapport à leur volume traditionnellement important, deux des plus fortes augmentations de l'ensemble du budget 1993 (respectivement plus 6,9% à 21 milliards de francs, et plus 5,7% à 74 milliards). Ce que cela signifie ? Eh bien, que l'Etat se prépare à réprimer. En clair, augmentation des effectifs policiers, optimisation des fichiers informatiques de contrôle de la population. Au surplus, une partie non négligeable du fric total qui va aux opérations de flicage est camouflée dans l'enveloppe dédiée au budget de la Ville, où il sert à ce que le rédacteur de la loi de Finances appelle la "politique de développement des quartiers". En fait, il s'agit du quadrillage et de l'ilotage policiers des cités ouvrières. Et on a vu encore récemment à Vaulx-en-Velin quels développements musculaires de la ficelle garantissait ce budget "social"-là.

On apprécie en tout cela combien les socialistes sont des hommes d'Etat responsables. Non seulement ils veillent à recouvrer leur rôle d'encadreur politique de la classe ouvrière dans l'opposition, mais encore, au moment de quitter le gouvernement, ils songent consciencieusement à doter ceux qui leur succéderont aux rênes du pouvoir des moyens qui leur seront nécessaires pour assurer la sécurité de l'Etat.

Ils ont également la préoccupation des intérêts du capital national. A cet égard, le fait de différer les nouvelles attaques contre la classe ouvrière ne dispense pas d'en préparer dès aujourd'hui le "dossier". Et de fait, ils le préparent. La réforme de l'UNEDIC, et ses conséquences dramatiques pour les chômeurs, restera un des hauts faits d'Etat du pouvoir "socialiste" finissant. Avec quelle fierté bourgeoise, dont aucun homme de droite n'est venu lui disputer la légitimité, Bérégovoy (et son ministre du Travail) n'annonçait-il pas en septembre les premiers résultats de cette réforme : une réduction du nombre des demandeurs d'emploi obtenue par la radiation autoritaire de dizaines de milliers de chômeurs de longue durée. A l'heure même où nous écrivons, les gestionnaires PS de l'Etat-patron étudient la suppression de 1500 emplois supplémentaires dans la compagnie aérienne nationale Air France (s'ajoutant aux 1000 postes déjà éliminés en 1991 et aux 2500 réductions antérieurement programmées pour 1992 et 1993), qui, de plus, doivent être des licenciements secs.

De toute façon, les ouvriers n'ont aucune illusion à avoir. Le répit, d'ailleurs tout relatif, dont ils "profitent" par rapport aux attaques économiques, cette rigueur encore molle qu'ils subissent comparativement aux durs coups qui tombent sur le dos de leurs frères de classe de Grande-Bretagne, d'Italie ou de Suède, ne sont dus qu'à des embarras politiques circonstanciels de la bourgeoisie française. Après mars 1993, les attaques les frapperont d'autant plus violemment qu'elles auront été pour partie retardées. C'est alors que, devant un PS redevenu oppositional, ils devront se mettre en tête que la droite ne fait que poursuivre le sale travail commencé et organisé par les "socialistes".

Sonia

Plans d'austérité en Europe REFUSONS LA MISERE CAPITALISTE !

(SUITE DE LA PAGE 1)

passée de 13 à 15%. La réduction drastique des dépenses de l'Etat implique déjà que les salaires des fonctionnaires sont bloqués, que les licenciements vont pleuvoir dans les entreprises publiques, que les allocations chômage, pourtant misérables, sont baissées, que le prix de la santé est de plus en plus élevé (les soins d'urgence dans les hôpitaux sont aujourd'hui payants), etc. Et l'ignoble Felipe, par-dessus le marché, d'appeler la classe ouvrière à "garder sa sérénité". Comment pourrait-il en être ainsi quand on sait que, dans ce pays, chaque jour, 1200 ouvriers sont licenciés et jetés à la rue ?

Faut-il imaginer que cette misère s'abat uniquement sur les pays du Sud de l'Europe ? Que penser alors de la Suède, qui nous a été présentée pendant des décennies comme un modèle, un "paradis économique et social" ? Le plan de rigueur que le gouvernement conservateur vient de mettre en place, avec l'accord de l'opposition social-démocrate, pour réduire les dépenses publiques se traduit notamment par des baisses au niveau des retraites, des allocations familiales, des aides au logement. A cela, il faut ajouter le relèvement de certains impôts indirects mais surtout le report de l'âge de la retraite de 65 à 66 ans et l'abandon de deux jours des congés payés. Voilà le prix que la bourgeoisie suédoise fait payer à la classe ouvrière pour, comme le dit avec aplomb Carl Bildt, le chef du gouvernement, "maintenir une société de bien-être". Quel cynisme !

Mais question cynisme et surtout férocité, le pompon pourrait-être attribué, en ce moment, à la bourgeoisie britannique. Il n'est même plus question, pour elle, de chercher à nier la récession et l'état dramatique dans lequel se trouve son capital national (la chute actuelle de la livre sterling n'en est qu'un simple reflet). Depuis le début de 1992, chaque semaine, 1220 entreprises ferment leurs portes, selon les propres chiffres de la bourgeoisie. Pour le seul mois de septembre, 15 000 ouvriers ont perdu leur emploi.

En octobre, le patronat anglais annonçait des chiffres de licenciements qui donnent le

vertige et cela dans tous les secteurs : dans l'automobile (les symboles du capitalisme que sont Rolls et Jaguar se trouvent durement touchés), dans l'aéronautique, l'ingénierie, la défense, etc. Des centaines de milliers d'ouvriers vont être mis au chômage dans les semaines et les mois à venir. British Telecom, ce fleuron du capital britannique, vient d'annoncer 33 000 licenciements. Les chiffres du chômage s'emballent au pays de Sa Gracieuse Majesté.

Mais, à côté de cela, comment ignorer la sauvagerie de la politique antiouvrière du gouvernement Major ? Non content de poursuivre et accentuer ses attaques tous azimuts au niveau de la santé, des allocations chômage et autres assistances aux plus démunis, il vient de porter un coup terrible aux mineurs de Grande-Bretagne. Sa "restructuration par le vide" des charbonnages devait se traduire dans les cinq prochains mois par 30 000 licenciements sur un effectif total de 41 000. Si, aujourd'hui, il fait mine de reculer en réduisant quelque peu ses ambitions (à 7000 têtes, selon la dernière annonce), il est à parier que ce n'est que reculer pour mieux sauter. De toute façon, pour la bourgeoisie, ce secteur est condamné à plus ou moins brève échéance. Que des régions entières soient sinistrées et que des centaines de milliers d'ouvriers se voient plongés dans une misère totale, cela lui importe peu. Ce sont les intérêts de son capital, aujourd'hui particulièrement mal en point, qui la préoccupent.

La classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de se défendre

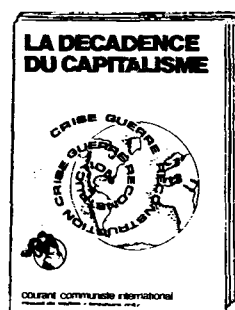
La situation de la classe ouvrière en Italie, en Espagne, en Suède, en Grande-Bretagne (sans parler de conditions encore plus dramatiques en Europe comme celles qui prévalent en Grèce, au Portugal ou encore en Irlande) annonce ce que va être celle de la classe ouvrière dans tous les autres pays. La France ne sera aucunement épargnée. Une fois l'important cap électoral de mars 1993 passé, il est

certain que la bourgeoisie et son Etat feront le maximum pour "assainir" eux aussi l'économie nationale (voir, dans ce même journal, l'article sur le budget Bérégovoy). Un banquier français, grand capitaliste s'il en est, avait dit : "Je prévois un nombre impressionnant de dépôts de bilan dans les mois à venir. Tous les indicateurs sont au rouge." La récession mondiale et la terrible guerre économique qui opposent de plus en plus tous les capitaux nationaux, contraignent toutes les bourgeoisies à attaquer le plus tôt possible et violemment "leurs" ouvriers.

Voilà pourquoi la classe ouvrière, nulle part, ne doit se faire d'illusion : des plans d'austérité draconiens comme on en connaît aujourd'hui en Italie ou en Grande-Bretagne vont se multiplier à travers toute l'Europe dans les prochains mois. Elle n'a pas d'autre choix que de défendre bec et ongles ses conditions d'existence. Si elle ne sort pas rapidement de la torpeur qui la marque depuis près de trois ans et qui lui a fait déjà supporter d'importants sacrifices, la bourgeoisie aura encore une fois les mains libres pour la frapper toujours plus durement. L'enjeu est là !

Les ouvriers en Italie, par leur combativité, ont ouvert la voie ; aux ouvriers de tous les autres pays de leur emboîter le pas et de reprendre massivement le chemin des luttes.

Elfe



BRESIL Défendre la démocratie, c'est soutenir l'Etat capitaliste

■ Au Brésil, la destitution pour corruption du président Collor, votée par les députés, a donné lieu à un immense show politico-médiatique, relayé dans le monde entier.

Nous avons tous été abreuvés à satiété de discours vantant les soi-disant vertus d'un "grand processus démocratique" et d'images de grandes manifestations "populaires" de soutien à la démocratie qui demandaient le départ du président Collor. Et la bourgeoisie, qui ne manque pas de cynisme, sait vraiment faire feu de tout bois, car on peut se rappeler que l'élection de Collor en 1989 avait déjà été prétexte à une grande campagne internationale sur les "avancées de la démocratie dans le monde" !

En fait, très concrètement, depuis 1989, Fernando Collor avait mis en place une véritable "industrie" du trafic d'influences, avec de multiples ramifications qui s'étendaient de l'appareil d'Etat brésilien jusqu'à Miami et aux Antilles. Cela lui a permis de détourner, en toute simplicité, la somme colossale de 7 millions de dollars. Mais, ce faisant, le "dynamique" président brésilien a seulement copié les moeurs de la bourgeoisie mondiale. La corruption pratiquée systématiquement, mais de façon grossière, par toutes les bourgeoisies locales dans le Tiers-Monde est de plus en plus présente au coeur même du capitalisme, au sein des plus grandes démocraties bourgeoisies. Les derniers scandales politico-financiers en France avec le financement du PS, en Italie avec les pots-de-vin milanais, en Suisse avec l'implication d'un ministre dans une affaire de blanchiment de l'argent de la drogue, en Grande-Bretagne avec l'affaire de la BCCI..., ne sont que quelques témoignages de cette corruption rampante sous le joli vernis démocratique.

En réalité, toutes ces magouilles, dignes des plus grands escrocs, reflètent la pourriture qui gangrène le système capitaliste en plein marasme et montre clairement les moeurs de gangsters de ces grands démocrates ! Et il ne faudrait pas croire que la destitution du président brésilien soit due à un sursaut de moralité de nos bons bourgeois ! En vérité, la bourgeoisie locale a organisé le grand spectacle du sacrifice de Collor, dans une période difficile pour elle, avec un objectif : face à la violence de la crise économique, faire oublier à la classe ouvrière son terrain de classe en tentant de la mobiliser derrière l'étendard de la démocratie bourgeoise. En effet, au Brésil comme ailleurs, malgré les attaques portées à la classe ouvrière ces dernières années, aucun remède, aucun plan économique, n'a freiné l'enfoncement dans la crise. Le Brésil se trouve ravagé par la misère, le chômage, et la crise sociale est immense ! Alors, la bourgeoisie, face à la classe ouvrière, essaie de distiller son poison démocratique pour lui faire croire que les deux classes ont des intérêts communs.

Dans ce cas particulier, la mystification consistait à faire croire aux ouvriers brésiliens que cette situation était due à un "mauvais gestionnaire corrompu" et que, s'ils se mobilisaient en masse pour une démocratie propre, avec des exploités "honnêtes", tout irait mieux ! Et pour réaliser ce matraquage vis-à-vis des ouvriers, toutes les fractions de la bourgeoisie ont apporté leur contribution : médias, hommes politiques de tous bords, Eglise, syndicats...

D'ailleurs, comme d'habitude, les syndicats ont été particulièrement en pointe pour semer la confusion dans les rangs ouvriers. Ils ont appelé à de grandes manifestations en faveur du renvoi du président Collor et ceux de la fonction publique ont carrément appelé à des journées de "grève civique" ! Les ouvriers brésiliens, en participant en nombre à cette mascarade "démocratique", comme à Sao Paulo, par exemple, se sont laissés entraîner sur un terrain pourri, qui n'est pas le leur. Ils sont tombés directement dans le piège tendu par la bourgeoisie pour leur faire oublier leurs intérêts propres. Ils se sont mobilisés pour défendre un système politique bourgeois, qui, dès demain, leur assènera des attaques encore plus terribles, au nom de la démocratie et d'un soi-disant redressement économique.

Et le barouf fait par les médias occidentaux autour de cet événement montre aussi la volonté de la bourgeoisie occidentale d'utiliser à fond la mystification démocratique en tentant de nous faire croire que, seules, la mobilisation et la lutte pour la démocratie sont valables pour la classe ouvrière.

Finalement, ce qui vient de se passer au Brésil nous montre tout d'abord à quel point la bourgeoisie est capable d'utiliser sa propre pourriture pour la retourner contre le prolétariat. Mais surtout, cela doit être pour la classe ouvrière qui vit au coeur du capitalisme, et qui a donc plus d'expérience, un appel à la vigilance vis-à-vis des pièges et des manoeuvres que la bourgeoisie est capable de mettre en place pour la dévoyer de son terrain de classe.

LN

LA TURQUIE, NOUVEL ENJEU DES TENSIONS IMPERIALISTES ENTRE LES GRANDES PUISSANCES

■ La montée de l'antagonisme direct entre les Etats-Unis et l'Allemagne s'exprime depuis plus d'un an à travers l'aggravation de la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie comme nous l'avons amplement mis en évidence dans notre presse (1). L'évolution actuelle de la situation en Turquie annonce que, désormais, une seconde mèche, cette fois reliée à un véritable bâton de dynamite, s'est allumée entre ces deux puissances.

La Turquie représente en effet un enjeu stratégique phénoménal en Méditerranée d'une toute autre dimension que celui que représente la Yougoslavie pour les deux principaux rivaux impérialistes actuels sur la scène mondiale. Elle occupe une place centrale, privilégiée, lui permettant, à travers le détroit du Bosphore, de contrôler à la fois la Méditerranée et la mer Noire, c'est-à-dire deux régions d'une importance stratégique et militaire fondamentale. Elle est en même temps idéalement placée aux confins de l'Europe, du Moyen-Orient et des républiques caucasiennes de l'ancien Empire russe. Depuis des décennies, la Turquie constitue une des pièces maîtresses de l'OTAN et donc du dispositif impérialiste américain. Pour cette raison, elle se retrouve aujourd'hui surarmée, équipée de matériels militaires ultra-modernes et de troupes très entraînées et aguerries. De ce fait, elle apparaît comme une puissance régionale particulièrement redoutable et respectée de tous les Etats limitrophes, y compris de ses remuants voisins moyen-orientaux (Irak, Syrie, Iran).

Cette position stratégique centrale de la Turquie encourage les appétits impérialistes de l'Allemagne, celle-ci voulant poursuivre sa quête, déjà entreprise en Yougoslavie, de points d'appui en Méditerranée, indispensable à ses aspirations de leader de bloc potentiel en Europe.

Au Caire comme à Amsterdam, C'EST LE CAPITALISME QUI EST RESPONSABLE DES CATASTROPHES MEUTRIERES

■ Le spectacle qui s'offre au regard immédiatement après la chute soudaine du Boeing 747 sur un quartier ouvrier de la banlieue d'Amsterdam est celui de n'importe quel bombardement des populations civiles en Angleterre ou en Allemagne au cours de la seconde guerre mondiale : immeubles éventrés, des flammes de trente mètres de haut, une mer de feu, des malheureux transformés en torches vivantes, des hurlements d'êtres humains écrasés sous un piège infernal de béton et d'acier. Lorsque le jour revient, il ne reste que la désolation de ruines fumantes, des balcons déchiquetés, des toiles d'avion dispersées, et des centaines de familles ouvrières en deuil ou dans une angoisse sans fin.

A quelques milliers de kilomètres de la Hollande, dans la capitale égyptienne, le spectacle qui s'offre au regard après le tremblement de terre du 12 octobre n'est pas moins désolant : on dénombre plus de 400 morts et des milliers de blessés. Mais, comme à Amsterdam, il existe une masse humaine non recensée de chômeurs venus chercher refuge et travail en ville. On ne saura jamais le chiffre exact des victimes.

Le hasard n'est pour pas grand chose pourtant dans les conséquences des deux catastrophes. Ce n'est pas un hasard si - aussi impensable cela soit-il pour ces "merveilles de la technique" capitaliste - deux fixations de réacteurs de l'avion-cargo aient lâchées comme un vulgaire tendeur de vélo ! Au Caire, ce n'est pas un hasard si dans la troisième métropole du monde - connue pour être à l'intersection d'une zone à risques sismiques - les effondrements d'immeubles ont concerné les quartiers pauvres surpeuplés.

De plus en plus décomposé, le système capitaliste fuit en avant pour faire du profit "cash", pour des "économies" coûte que coûte, au mépris des vies humaines. L'horreur va crescendo. Désormais le danger que des avions s'écrasent sur des zones habitées est reconnu officiellement comme... permanent. Des catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre), dont les conséquences étaient par le passé limitées, prennent désormais des proportions dramatiques. La liste s'allonge dans tous les pays : graves accidents dans les gares en France où trains et métros ne freinaient plus, drame de Vaison-la-Romaine où les rapaces de l'immobilier ont fait construire sur le lit de la rivière, tragique incendie d'une station de

Ce n'est pas un phénomène nouveau : déjà, dès avant la première guerre mondiale, l'Allemagne avait fait de l'empire ottoman un allié militaire qui s'est battu à ses côtés au cours de ce conflit. Elle cherche aujourd'hui à renouer cette alliance par tous les moyens. D'un côté, le bâton : cela s'est déjà vérifié à travers la menace du renvoi de centaines de milliers d'immigrés turcs travaillant en Allemagne, de l'autre, la carotte : les récentes livraisons d'armes massivement et généreusement octroyées par la Bundeswehr à la Turquie. Il faut se rappeler qu'il y a quelques mois, cela avait provoqué un énorme scandale public en Allemagne qui avait conduit le ministre de la Défense à démissionner ; ce scandale avait été sciemment révélé par la Maison Blanche qui n'appréciait pas du tout que l'Allemagne empiète ainsi sur sa chasse gardée.

Cette pression du gouvernement Kohl n'est pas restée sans effet : pour preuve, la division actuelle qui se dessine au sein même de la bourgeoisie turque. En effet, il semble que le premier ministre Demirel et une bonne partie de son gouvernement soient partisans d'un rapprochement avec l'Allemagne tandis que le président de la République Ozal et une majorité de l'armée restent attachés à l'alliance avec l'Oncle Sam.

Mais pour la bourgeoisie américaine il n'est pas admissible qu'une partie de l'appareil d'Etat penche du côté de Berlin dans ce qui constitue leur bastion essentiel. C'est ainsi qu'il faut interpréter les tirs de missiles du plus imposant porte-avion américain croisant en Méditerranée, "le Saratoga", sur un destroyer turc le 1er octobre dernier comme un lourd coup de semence et un sérieux avertissement lancé à la Turquie. La Maison Blanche utilise avec encore plus de force les mêmes méthodes que l'Allemagne, pratiquant alternativement la politique du bâton ou de la carotte. Ainsi, le gouvernement amé-

ricain n'a pas hésité à financer et à encourager la guérilla kurde contre le gouvernement d'Ankara à partir des bases irakiennes placées sous contrôle militaire direct des Etats-Unis depuis la guerre du Golfe. Toutefois, en montrant sa capacité à tirer les ficelles du problème kurde, principal talon d'Achille de la Turquie, le Pentagone se livre à un chantage. Il fait clairement entendre que l'aggravation ou l'atténuation de la menace kurde dépend étroitement de l'attitude "loyale" ou non d'Ankara à son égard. Washington a aussi su brader à la Turquie 75 hélicoptères de combat pour empêcher que celle-ci n'achète des Eurocopters de facture franco-allemande.

C'est un affrontement sans merci qui a commencé à s'engager autour de la Turquie, soulignant le caractère formidablement explosif de cet enjeu fondamental tant pour l'Allemagne que pour les Etats-Unis.

Ces grandes puissances n'auront de cesse de s'appuyer sur les différentes fractions de la bourgeoisie turque qui est poussée vers l'éclatement. En conséquence, cette situation ne peut qu'entraîner ce pays dans un chaos sanglant dont les répercussions seront beaucoup plus dramatiques que celui qui sévit déjà en Yougoslavie.

BG

(1) Lire notamment l'article "Derrière les opérations humanitaires", les grandes puissances font la guerre", dans notre revue internationale n°71, 4e trimestre 1992.

Opération "Les enfants de France pour la Somalie"

L'IMPOSTURE "HUMANITAIRE" N'A PAS DE LIMITE

■ Dans le cadre de l'opération "Les enfants de France pour la Somalie", les écoliers de plus de 70 000 établissements publics ont été conviés, de la maternelle à la terminale, à apporter à l'école un paquet de riz. Bernard Kouchner, l'inévitable promoteur (avec son alter ego Jack Lang) de cette nouvelle campagne humanitaire a commenté son utilisation des gosses ainsi : "C'est un merveilleux geste d'instruction civique. Il s'agit d'apprendre à joindre le geste à la parole, de faire l'apprentissage de la responsabilité collective." Et de présenter que, par leur geste civique, les enfants français sont directement responsables de la possibilité de "nourrir un million d'enfants somaliens pendant deux mois".

Insondable est l'ignominie de la bourgeoisie ! Elle ne recule décidément devant rien. Elle ne trouve nulle méthode d'embrigadement trop vile pour elle, en se servant par exemple de la candeur des enfants pour entraîner leurs parents ou pour inviter les ouvriers des PTT et de la SNCF à acheminer bénévolement le stock de riz collecté jusqu'à Marseille. Elle ne répugne à l'emploi d'aucun mensonge crapuleux pour justifier et entreprendre ses basses besognes capitalistes. De la vie des enfants affamés de Somalie, la bourgeoisie française n'a vraiment pas plus à faire que de celle de leurs parents. Eux et leurs rejetons peuvent bien crever la gueule ouverte dans deux mois ou avant, ce n'est pas du tout le problème de cette répugnante classe dominante de l'Hexagone - dont Kouchner et Lang sont réellement les glorieux fils. Elle s'en moque d'autant plus, la bourgeoisie bleu, blanc, rouge, qu'elle n'ignore pas que les quelque 10 000 tonnes de riz réunies grâce aux enfants de France n'arriveront sans doute jamais à leurs supposés destinataires. Elles nourriront en fait les diverses bandes armées qui se battent pour le contrôle de Mogadiscio.

Une nouvelle fois, mais de façon encore plus odieuse qu'auparavant, la bourgeoisie française se cache derrière l'alibi de l'aide humanitaire pour défendre en réalité ses intérêts impérialistes. Comme nous l'avons déjà montré dans un précédent numéro de notre journal, l'implication de la France dans les problèmes de la Somalie ne tient qu'à une chose : faire front à la pression que l'impérialisme américain exerce sur la partie de l'Afrique qu'on appelle la corne. Et particulièrement sur Djibouti, Etat voisin de la Somalie où la France détient des bases militaires stratégiquement déterminantes.

Il ne sera jamais assez tôt pour apprendre à hair la bourgeoisie autant qu'elle le mérite.

Sonia

P.H.

6

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Crise monétaire, récession, chômage, misère : C'EST LA FAILLITE DU CAPITALISME

BORDEAUX :

Réunion publique le 21 novembre à 17h au "Café des Arts", 138, cours Victor-Hugo.

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le vendredi 13 novembre à 20h30 à l'ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue du Maréchal-Joffre.

GRENOBLE :

Permanence le samedi 12 décembre à 15h, brasserie "La Savoie", avenue Felix Viollet (face à la gare).
Vente de la presse au marché St Bruno le samedi 12 décembre à 11h.

LILLE :

Permanence le samedi 14 novembre de 14h30 à 16h30, à la MNE, 23 rue Gosselet.
Vente de la presse les 2e et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Permanence le mercredi 18 novembre à 18h à la "Brasserie de l'Industrie", angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, Lyon 3e.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin le 3e dimanche du mois, à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) le 3e mercredi du mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 7 novembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.
Vente de la presse le samedi 7 novembre de 11h à 12h au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

NANTES :

Réunion publique le samedi 14 novembre à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 6 novembre et 4 décembre à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite Hollande le samedi 14 novembre de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 28 novembre à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence le vendredi 30 octobre de 20h30 à 23h et les samedis 7, 14, 21 novembre et 5 décembre de 18h à 20h, même adresse.
Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

ROUEN :

Réunion publique le samedi 7 novembre à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 27 novembre à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse.
Permanence les vendredis 20 novembre et 4 décembre à 18h30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 8, 15 et 22 novembre de 11h à 12h au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS :

Permanence le samedi 21 novembre à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les deuxièmes vendredis de chaque mois de 10h30 à 11h30 au marché de la place St Paul au Sanitas.

VIENT DE PARAÎTRE :

Courant Communiste International Revue Internationale/ 71

4e trimestre 1992

15FF/75FB

Situation internationale
DERRIERE LES OPERATIONS "HUMANITAIRES",
LES GRANDES PUISSANCES FONT LA GUERRE

Crise économique mondiale
CATASTROPHE AU COEUR DU MONDE INDUSTRIALISE

La révolution russe, I
LA PREMIERE REVOLUTION MASSIVE
ET CONSCIENTE DE L'HISTOIRE

Bilan, 1935
L'ECRASEMENT DU PROLETARIAT ALLEMAND
ET L'AVENEMENT DU FASCISME

Le communisme n'est pas un bel idéal,
mais une nécessité matérielle, IV
LE COMMUNISME : VERITABLE
COMMENCEMENT DE LA SOCIETE HUMAINE

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

Zang (Ba) : 1000 F
Fa (Noisy) : 200 F
Mon.(N.) : 350 F
L. (Doubs) : 500 F
P.H (RP) : 2000 F

Nantes :
Réunion publique de septembre :
LA : 100 F ; H. : 450 F ;
Réunion publique d'octobre :
Julie : 100 F ; Romain : 100 F ; GP : 250 F ;
Ge : 50 F ; Bacalao : 100 F ; Aboulafia :
100 F ; Nicolas : 4 F.

Toulouse :
Réunion publique d'août :
Mi : 50 F ; Mo : 100 F ; Rs : 100 F ;
De : 100 F ; F : 100 F ; R : 40 F ;
Fse : 200 F ;
Réunion publique de septembre :
D. : 100 F ; R. : 100 F ; M. : 100 F ; Mo :
100 F ; R. : 50 F ; G. : 50 F ; F. : 50 F ;
Tours :
Réunion publique de septembre :
GP : 300 F ; Eve : 50 F ; Isa : 50 F ;
Aboulafia : 100 F ; Bacalao : 100 F.

TOTAL : 7144 F.

Lisez nos brochures :

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES OCTOBRE 1988

Le corporatisme :
un poison pour
les luttes ouvrières

Les coordinations :
la nouvelle arme
de la bourgeoisie

10ff
60fb

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL
brochure n°2

NATION



ou CLASSE ?



QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS :

"Contact", rue Lepneveu

BORDEAUX :

"Le Roi Lire", rue Ste-Catherine

BREST :

"Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

"Le Papyvire", 3, rue de l'Ente
Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude

DIEPPE :

Maison de la Presse, 102, Grande rue

DUNKERQUE :

Maison de la Presse, 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

"Le Sphinx", 6, rue Brocherie.
"L'encre sympathique", 6, rue St Laurent

LAVAL :

"Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de La
Trémoille

LE HAVRE :

"Presse des Halles", 27, place des Halles-
Centrales

LILLE :

"Galerie", 57, rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du
Mal-de-Lattre-de-Tassigny

LYON :

"La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe
(7e)
"La Proue", 15 rue Childebert (2e)

MARSEILLE :

"Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1er)
"Le Temps de Vivre", 54, la Canebière
(1er)
Maison de la Presse, quai de Stalingrad,
(La Ciotat)

MELUN :

"La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-
Gaulle

MONTAUBAN :

Maison de la Presse, rue de la République

MONTPELLIER :

"Librairie Les Sèves", 49, rue de
l'Université

NANTES :

"Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
"Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest
"Lanoë", 2, rue de Verdun
"Librairie des Boulevards", 20, bd des
Anglais

NICE :

"Le Temps de Vivre", 50 bd de la
Madeleine

ORLEANS :

"Temps Modernes", rue N-D-de-la-
Délivrance

PARIS :

"L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14e)
"Parallèles", 47, rue St-Honoré (1er)
"FNAC" Forum des Halles (1er)
"La Boulangerie", 67, rue de Bagneux
(Montrouge)

SAINT-NAZAIRE :

"Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

Hall de Presse, bd Mal-Leclerc

TOULOUSE :

"Toulouse Presse", 60, rue Bayard
"FNAC", 81, bd Carnot, 31071 Toulouse
Cedex

"Les Arcades", place du Capitole

TOURS :

"Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

PUBLICATIONS DU CCI :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, Valencia 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134,BXL 11000 Bruxelles - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549,1001 GM Amsterdam HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 Köln, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription,
écrire à l'adresse de World Revolution, avec la
mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE (12 numéros du journal) : FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE (4 numéros de la Revue Internationale) : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "R.I.-CCP 202 3302 X-PARIS", à adresser à RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01,

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliciter les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

BROCHURES :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (15F + 3F pour frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (15F + 3F)
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (30 F + 3F)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I. (15F + 3F)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (15F + 3F)
LA DECADENCE DU CAPITALISME (15F + 3F)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 6F)
LA REVOLUTION RUSSE (15F + 3F)
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88) (10F + 6F)
GUERRE DU GOLFE (15F + 6F)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (80F + 12F)
LA GAUCHE HOLLANDAISE (120F + 12F)
L'EFFONDREMENT DU STALINISME (20F + 6F)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Cels
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

LA CLASSE OUVRIERE DOIT S'UNIFIER, MAIS PAS AVEC SES ENNEMIS !

Dans le courrier que nous recevons régulièrement, plusieurs de nos lecteurs abordent la question de l'unité de la classe ouvrière et du sectarisme des groupes politiques. Si cette question ne constitue pas le seul point de discussion qu'ils développent dans leurs lettres, le fait qu'elle revienne à plusieurs reprises exprime une préoccupation plus générale et centrale pour tous les travailleurs qui sont en recherche de ce qui constitue l'unité de la classe ouvrière et surtout de ce qui délimite le camp prolétarien des gauchistes : la frontière entre les classes. C'est pourquoi, il nous semble important d'y répondre dans ce journal.

■ Face à nos dénonciations virulentes de la gauche, des gauchistes et des syndicats, des lecteurs nous reprochent parfois une "radicalité exagérée", des condamnations "sectaires". Nous ne rechercherions pas "l'unité des forces révolutionnaires, au-delà de leurs divergences" mais au contraire, nous nous vaudrions dans notre "chapelle" en "couvrant d'anathèmes toute autre fraction du mouvement communiste", "favorisant chez les travailleurs le doute, l'indécision idéologique". Au lieu de favoriser l'unité des travailleurs, nous l'empêcherions par une attitude sectaire. Plus grave même, nous favoriserions objectivement la bourgeoisie : "la droite est l'ennemi principal, le danger principal pour la classe ouvrière. Un gouvernement de gauche vaut mieux qu'un de droite pour défendre les acquis sociaux et les libertés démocratiques. Attaquer la gauche, c'est jouer le jeu de la droite en semant la division au sein du prolétariat. Et ceci d'autant plus qu'aujourd'hui, pour faire barrage à l'extrême-droite, il faut former un large front des forces démocratiques et progressistes".

L'accusation est sérieuse. Mais qu'en est-il en réalité de ces affirmations ?

Faut-il rechercher une alliance avec la bourgeoisie démocratique ?

Les leçons de deux guerres mondiales comme de la récente guerre du Golfe ou des massacres orchestrés par les gouvernements démocratiquement élus dans les républiques de l'ex-Yougoslavie nous le rappellent chaque jour : s'en remettre aux fractions "plus démocratiques" de la bourgeoisie ne peut mener les prolétaires dans le capitalisme décadent qu'à des massacres répétés.

Au XIXe siècle, lorsque la bourgeoisie devait encore combattre les restes de la féodalité, les partis prolétariens devaient et pouvaient avoir des stratégies d'alliances avec les fractions les plus radicales de la bourgeoisie afin de favoriser et d'accélérer le développement du capitalisme ainsi que la constitution et le renforcement du prolétariat qui en découlait. Mais depuis la première guerre mondiale, depuis que le capitalisme est devenu un système historiquement dépassé, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires.

Ainsi, dans les années 30, la fausse opposition entre la démocratie et le fascisme a servi à briser les dernières résistances ouvrières, après la défaite de la vague révolutionnaire, et à mobiliser la classe ouvrière comme chair à canon pour la boucherie de la deuxième guerre mondiale. Fausse opposition disons-nous car, sur le plan économique par exemple, il n'y avait pas la moindre différence entre les politiques menées par les Etats démocratiques, fascistes ou stalinien, entre le "New Deal" de Roosevelt, le "Plan du travail" de De Man, les plans quinquennaux de Staline ou le programme autocratique de Hitler. Tous menaient au même but : à travers les grands travaux et le développement de l'économie lourde et d'armement, la course vers la guerre, vers la boucherie innérentielle !

Et si aujourd'hui le danger fasciste n'est pas à l'ordre du jour, puisque les ouvriers ne sont pas défaits, on voit que la bourgeoisie "démocratique" utilise le même épouvantail pour accroître le désarroi de la classe ouvrière et pour essayer de la mobiliser une fois de plus derrière son "Etat démocratique" afin qu'elle accepte l'austérité et les sacrifices nécessaires pour "l'intérêt national". Particulièrement éloquentes à ce propos, les déclarations du responsable gouvernemental de l'époque, M. Wathelet qui déclarait à propos des élections du 24 novembre ("percée de l'extrême-droite") que "la Belgique se sent en retard de démocratie parce qu'elle a perdu cette complicité collective et le sens de l'intérêt général qui lient l'action de l'Etat à celle du citoyen." ("Le Soir" du 13/01/92).

On ne combat pas la droite en s'alliant avec d'autres fractions de cette classe qui engendre la monstruosité du capitalisme décadent. La lutte contre les "fascistes" (repentis ou pas), c'est la lutte intransigeante de la classe ouvrière mondiale contre le capitalisme, non pas pour un illusoire "capitalisme moins barbare et plus humain" mais pour le communisme, le vrai. Bref, comme le résumait bien nos positions de base au dos de nos publications : "Toutes les tactiques qui appellent aux 'Fronts Populaires', 'Fronts antifascistes' ou 'Fronts unis' entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à le désarmer face à son ennemi de classe".

En attaquant la gauche socialiste, syndicale ou stalinienne, divisons-nous la classe ouvrière ?

Alors que pendant tous ses congrès internationaux tenus avant 1914, elle avait condamné unanimement le battage guerrier dans tous les grands pays européens, qu'elle avait même exprimé sa volonté de déclencher partout des grèves générales dans le cas où les gouvernements se décideraient à partir en guerre, la social-démocratie approuvait en 1914 dans la plupart des pays sans broncher les crédits de guerre. Du jour au lendemain, la patrie capitaliste devait être défendue contre "l'assailant barbare". A la poubelle, l'internationalisme prolétarien et le cri de ralliement "Les prolétaires n'ont pas de patrie" ! A la poubelle, la défense des intérêts ouvriers et la lutte de classe ! Interdiction de faire grève, union sacrée et héroïsme au front ! La stupeur était grande au sein du prolétariat et au sein des fractions de gauche marxistes de la social-démocratie qui s'en tenaient à l'internationalisme et aux résolutions contre la guerre. Ce n'est que dans le courant de la guerre que les gauches se sont réorganisées, surtout sous l'impulsion des bolchéviks, autour des mots d'ordre de "défaitisme révolutionnaire" et de "transformez la guerre impérialiste en guerre civile".

Lorsque la révolution russe éclata (1917), puis la révolution allemande (1918), la droite de la social-démocratie fit tout pour les combattre, en essayant d'empêcher par tous les

moyens la prise du pouvoir par les conseils ouvriers, n'hésitant pas à engager ses régiments de mercenaires dans une répression sanglante et à faire "liquider" l'avant-garde révolutionnaire (comme Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg), se manifestant ainsi pleinement comme le dernier rempart et le chien sanglant de la bourgeoisie.

L'échec de la révolution en Europe provoqua l'isolement de la révolution en Russie. L'isolement d'un mouvement par essence international ne pouvait que provoquer sa dégénérescence. Staline scella le destin d'Octobre 17 par sa théorie bourgeoise du "socialisme dans un seul pays", liquida l'Internationale Communiste et extermina toute la génération de prolétaires et de révolutionnaires qui avait déclenché le mouvement révolutionnaire, avant de s'engager dans l'arène impérialiste comme n'importe quel brigand bourgeois.

Voilà la filiation criminelle dont se revendiquent tous les partis et syndicats, socialistes ou stalinien ! Or, une fois qu'une organisation politique de la classe ouvrière a trahi, elle a quitté à jamais le camp prolétarien, happée qu'elle est par l'appareil idéologique de la bourgeoisie. Il n'est pas étonnant qu'avec un tel pedigree, ils se soient toujours conduits depuis (lors de la grève générale de 68 en France comme pendant tous les mouvements ouvriers importants durant les années 70 et 80 par exemple) comme des chiens fidèles de la bourgeoisie, menant à la défaite toutes les luttes et grèves ouvrières qu'ils arrivaient à encadrer et à contrôler. Aussi, appeler à l'unité avec de tels bourreaux des travailleurs, c'est appeler les travailleurs au suicide.

Sommes-nous sectaires et empêchons-nous l'unité des forces révolutionnaires ?

Nous sommes pleinement d'accord que le sectarisme peut être une maladie au sein des organisations de la classe ouvrière et qu'il faut se battre pour l'unité des forces révolutionnaires. Ce fut et ce doit être une préoccupation constante au sein du mouvement ouvrier (voir nos polémiques et nos appels au milieu politique prolétarien). Cependant, cette préoccupation ne suffit pas, encore faut-il savoir délimiter (les points précédents le démontraient déjà amplement) le camp de la classe ouvrière du camp de la bourgeoisie, ce qui a toujours été un souci des révolutionnaires.

Ainsi, les marxistes ont exclu les anarchistes de la première Internationale, la gauche marxiste s'est séparée de la social-démocratie après sa trahison au cours de la 1ère guerre mondiale pour fonder les partis communistes et une nouvelle Internationale, Trotsky et les gauches communistes constataient avec raison au début des années 30 que la IIIe Internationale était morte. Les groupes trotskistes eux-mêmes furent dénoncés comme rejoignant le camp bourgeois durant la deuxième guerre mondiale en prenant parti pour un des camps en présence.

Cette question doit bien évidemment être appréhendée d'un point de vue matérialiste et dialectique. Nous ne jugeons pas un courant politique seulement sur ce qu'il dit ou pense être lui-même, mais sur ce qu'il fait et ce à quoi il correspond objectivement. à moi

il sert dans la société. Ensuite, bien sûr, il faut replacer cette appréciation dans son contexte historique, dans la mesure où les organisations révolutionnaires, expressions de la classe, naissent se développent et déperissent avec les grandes vagues historiques de luttes. C'est uniquement dans ce cadre qu'il est possible d'appréhender le rôle des courants politiques.

Individuellement, des militants gauchistes ou syndicalistes peuvent être parfaitement sincères dans leur engagement. Malheureusement, on peut se tromper sincèrement. La question n'est pas de juger les intentions, la sincérité, le dévouement individuel ; la question est d'examiner, d'analyser objectivement (c'est à dire à la lumière des expériences des luttes ouvrières, des acquis du mouvement ouvrier) le rôle et la nature des divers courants politiques.

Pour l'unité... de la classe ouvrière !

Il n'y a que ceux qui ne voient pas ce qu'est la classe ouvrière, lorsqu'elle sait retrouver son unité de classe, sa conscience historique, qui passent leur temps à raisonner en termes d'alliances avec telle ou telle fraction de l'appareil politique de la bourgeoisie. Nous ne sommes ni "un petit peu", ni "très" sectaires. Nous sommes pour la plus grande, la plus puissante et la plus profonde unité... de la classe ouvrière dans son mouvement de lutte pour son émancipation et c'est pour cela que nous dénonçons avec la dernière énergie tous ceux qui veulent détourner les travailleurs de ce seul objectif réaliste. Comment, nous demande-t-on souvent, peut se mesurer la progression de la conscience de classe au sein de la classe ouvrière ? La question est vaste et la réponse que l'on saurait y apporter revêt nécessairement une certaine complexité. Il existe néanmoins des repères et l'un des principaux réside précisément dans le degré d'aptitude que manifeste le prolétariat dans ses plus larges rangs à identifier dans les partis "socialistes" et "communistes" ainsi que dans les syndicats et groupes gauchistes ses ennemis de classe. Pour les ouvriers, qui subissent au quotidien les harassantes conditions de l'exploitation capitaliste, cette reconnaissance apparaît bien entendu lente, malaisée, inégale, entachée de contradictions d'autant plus que ces forces politiques font tout pour maintenir leur couverture ouvrière et cacher leur allégeance à l'Etat bourgeois. La responsabilité des organisations politiques de la classe ouvrière et des éléments conscients au sein de la classe n'en est que plus grande pour dénoncer avec intransigeance ces bourgeois déguisés en prolétaires.

Internationalisme n°178
(organe du CCI en Belgique)

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière 15 FF

NOS POSITIONS

* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligne des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.